

SOMMAIRE

- Éditorial / Marcel Spisser
- 2-5 Un monument mémoriel? /
 Marie-José Masconi, Arlette
 Hasselbach et Frédérique
 Neau-Dufour
- 6-13 Les Rendez-vous de l'AMAM
- **14-17 Un franciscain chez les SS** / Le coup de cœur de Gérard Zippert
- **18-21 La page du Mémorial** / Sabine Bierry et Guillaume Pellenard
- 22-25 Pour une mémoire vivante, plurielle, « décomplexée » et « libératrice » en l'absence de témoins / Sandrine Hamm
- 26-37 DOSSIER : La guerre à l'Ouest du 10 au 12 mai 1940/ Jean-Marie Montavon
- 38-43 CIDH: Le chemin de la mémoire
- 44-45 Au collège Robert Schuman de Saint-Amarin: Un travail pédagogique hors pair
- 46-47 Conférence de Wannsee / lean-Michel Roth
- 48 Les morceaux choisis / Daniel Cordier

I à IV FICHES PÉDAGOGIQUES
L'histoire complexe d'un camp
nazi unique en son genre : le
camp de sûreté de SchirmeckLa Broque / Sébastien Soster
et Guillaume Pellenard

La Saint Valentin

Triste Saint Valentin ce 14 février 1349!

En ce jour, à Strasbourg, des bûchers qui embrasent l'actuelle place de la République font plusieurs centaines de victimes juives, peut-être jusqu'à 2000. Ces malheureux sont accusés, par les magistrats de la ville, d'être à l'origine de l'épidémie de peste noire; stigmatisés, condamnés, exterminés, brûlés vifs. Pourtant la pandémie n'avait pas encore sévi à Strasbourg mais beaucoup de Juifs faisaient du commerce donc préventivement condamnés d'office. Comme chaque année à cette date, Georges Federmann et ses amis du Cercle Menachem Taffel se sont retrouvés en signe de deuil devant le monument aux morts de la place pour commémorer ce pogrom de 1349...

Et pourtant au cœur même de ce XIV^{ème} siècle tous ne partagent pas cette barbarie et cette intolérance; en Andalousie Ibn Sa'id, poète musulman, évoquant son ami Ibn Sahl, poète juif, affirmait: « Quelle que soit sa conviction religieuse, je souhaite qu'il soit mon compagnon au paradis ». Deux mondes coexistaient alors, celui de la haine et de la barbarie, avec celui du respect mutuel et de la tolérance.

Mais tout cela ce sont des querelles anciennes d'un monde disparu. Que de progrès accomplis depuis : Siècle des Lumières, Déclaration des Droits de l'Homme, procès de Nuremberg... Des progrès ? En cette fin de l'année 2020, deux disparitions nous rappellent que l'esprit de la Saint Valentin 1349 a la vie dure. Le 20 novembre Daniel Cordier, compagnon de la Libération, ancien secrétaire de Jean Moulin nous quittait. Ce fut l'occasion pour l'ensemble des médias de revenir sur le parcours exceptionnel de ce grand résistant. Jeune homme, il appartenait à la mouvance royaliste et était férocement antisémite. Mais quand il voit les chambres à gaz remplacer les bûchers du Moyen-Age, les persécutions épisodiques se transformer en génocides, il rompt définitivement avec Maurras et réunit des patriotes de toutes obédiences, hommes de droite, radicaux, socialistes, royalistes, communistes, républicains, catholiques, protestants, juifs, athées, des hommes et des femmes d'horizons philosophiques et de milieux sociologiques différents mais unis pour le combat de la liberté et de la tolérance...

Quelques semaines avant le décès de D. Cordier, un effroyable drame avait profondément secoué notre pays. Le 17 octobre, Samuel Paty, un professeur d'histoire-géographie était sauvagement décapité en pleine rue ; il est mort au motif qu'il œuvrait à dessiller les consciences et à développer l'esprit critique de ses élèves, mort sous le couteau d'un assassin qui s'attaquait aux socles fondamentaux de notre République que sont l'éducation et la liberté d'expression, nos meilleurs remparts contre l'obscurantisme.

La Saint Valentin de 1349 vit encore de beaux jours en ce XXIème siècle, hélas. C'est notre devoir à tous de faire rempart et dans ce combat les éducateurs ont un rôle de premier plan. Aussi le drame de l'automne 2020 fut-il l'occasion de rappeler dans les écoles, les collèges et les lycées la Déclaration de Jean Jaurès le 15 janvier 1888 dans « La Dépêche, journal de la démocratie du midi » s'adressant aux enseignants :

« Vous tenez en mains l'intelligence et l'âme des enfants […]. Ils sont Français […] Ils seront citoyens et ils doivent savoir ce qu'est une démocratie libre, quels droits leur confère, quels devoirs leur impose la souveraineté de la nation. »

Un monument mémoriel?

Compte rendu de la conférence de presse du 1er février 2021 au Mémorial Alsace Moselle de Schirmeck par le Président de la Région Grand Est.

Thème:

PROJET DE MONUMENT MÉMORIEL en hommage aux victimes alsaciennes et mosellanes de la 2ème guerre mondiale, sur le site de Schirmeck (Bas-Rhin).





Philippe Richert

Jean Rottner © DNA

Étaient présents:

Jean Rottner Président Grand Est - Philippe Richert, ancien Président de la Région Alsace puis du Grand Est et ancien Ministre – Alain Ferry Président du MAM – Philippe Meyer Vice-président de la CEA, Député du Bas-Rhin – Marie Reine Fischer Conseillère régionale – Commission Tourisme – Maire de Dinsheim /Bruche – Frédérique Neau-Dufour en qualité du Conseil scientifique de ce projet.

Plusieurs associations étaient présentes et certaines en visio-conférence, dont les présidents(es) de l'AMAM, l'AERIA, Les Orphelins de Malgrés Nous, les AFMD 67 ET 68, la FNDIRP, l'UNADIF, et d'autres représentées. Le Directeur du CERD Guillaume d'Andlau et Mme Sabine Bierry pour le Mémorial ALSACE-MOSELLE. Présence de la presse et de France3 Alsace.

Cette conférence faisait suite à une première réunion du 27 octobre 2020 où le Président du Grand Est avait convié tous les partenaires de la mémoire du projet initial intitulé « Le Mur des Noms ». Il avait annoncé alors que ce dossier allait s'ouvrir pour 2021 à partir d'une large concertation, tout en reprenant les différentes visions qui s'étaient exprimées lors des consultations lancées par son prédécesseur. Cette première présentation avait déjà donné la mesure de l'organisation spatiale d'un monument avec deux espaces, au lieu d'un mur de noms. Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage était confiée à une agence d'ingénierie culturelle SYLLAB.

Pour cette conférence, tous les invités avaient recu un document de 6 pages SYNTHESE du PROIET de MONUMENT. remarquable de sobriété et de concision. En particulier les deux espaces principaux ouverts au public, regroupent les deux objectifs retenus:

- 1. L'objectif principal d'hommage aux morts et disparus
- 2. Un objectif secondaire de transmission de connaissances des fondements de l'histoire régionale et du régime nazi. La compréhension des catégories de victimes, morts et disparus apportera la dimension pédagogique nécessaire pour comprendre la complexité de l'annexion de ces territoires.

Le premier espace est dédié à l'hommage collectif, avec une projection murale par catégorie de victimes, avec ambiance sonore, lumière et graphisme, dans la sobriété sans dispositif spectacle.

Le deuxième espace est dédié à l'hommage individuel.

Des bornes interactives permettront la recherche de morts et disparus. Un dispositif de partage des recherches individuelles, sans confusion des catégories, est prévu.

Les orientations architecturales répondent à plusieurs impératifs : l'intégration sur le site avec la création d'un bâtiment de plain pied de 290 m², ses cheminements et les travaux paysagers. La vocation d'hommage aux morts et disparus au travers de la scénographie et de l'enveloppe architecturale. La présence d'un panneau d'interprétation expliquant les intentions de création de ce monument.

Traduction en 3 langues.

En introduction de la conférence, lean Rottner a bien précisé que ce lieu de mémoire est le résultat d'une concertation large qui a permis une démarche structurante, respectueuse des spécificités d'un territoire englobant 3 départements. Sa démarche se fonde sur la volonté de respecter et faire cohabiter des situations historiques, individuelles, locales, géographiques et sociales très différentes. Les valeurs et objectifs, individuels et collectifs

ont subi les contraintes de la juridiction nazie et du statut de territoires annexés au 3ème Reich.

Les représentants des structures régionales et administratives entourant le président lors de cette séance, ont confirmé leur soutien à l'évolution de ce projet. Le financement sera assuré par la Région Grand Est.

Les interventions des invités, une quarantaine environ, ont principalement porté sur des compléments d'information sur les aspects techniques et muséographiques du projet et sur le rôle du Comité scientifique.

Mme Neau-Dufour a précisé que le travail de fond sur le contenu des informations allait commencer dès maintenant. Il s'agit de tracer les particularités des 40 000 morts et disparus et d'intégrer aux données les dernières révélations d'archives et documents récents et anciens. Une démarche universitaire est aussi projetée sur ce thème, au niveau d'un doctorat d'histoire.

M. Gérard Michel informe du travail de recherche en cours avec M. Troestler sur les 500 jeunes assassinés pour avoir refusé l'incorporation de force.

Mme Arlette Hasselbach salue la belle maturation de ce projet qui avait eu un départ quelque peu controversé. Le document présenté tient compte des évolutions souhaitées en octobre. Pour les AFMD du Bas-Rhin et du Haut-Rhin l'aspect pédagogique retenu pour ce lieu est et sera une clé pour comprendre les dérives passées et toujours possibles. Ce monument sera un complément essentiel sur le site du Mémorial Alsace Moselle.

Marie-José Masconi et Arlette Hasselbach

Ce compte rendu est commun à l'AFMD du Bas-Rhin et celle du Haut-Rhin et à l'AMAM le 04.02.2021.



L'interview de Frédérique Neau-Dufour, présidente du Comité scientifique



Frédérique Neau-Dufour © Claude Truona Naoc

Le lundi 1er février 2021. Jean Rottner, Président de la Région Grand Est, Alain Ferry, Président du Mémorial Alsace-Moselle. Chemins d'Europe, et Philippe Richert, ancien ministre et président de la Région Grand Est, ont présenté la version remaniée du projet d'espace mémoriel en hommage aux morts et disparus alsaciens et mosellans de la Seconde Guerre mondiale.

Frédérique Neau-Dufour, présidente du comité scientifique qui travaille

sur ce projet, en retrace pour nous les grandes lignes.

Un premier projet de « Mur des noms » des victimes alsaciennes et mosellanes de la Seconde Guerre mondiale avait suscité une polémique en 2017. Comment expliquez-vous cet émoi?

Je veux dire tout d'abord que le premier projet répondait à une demande légitime des descendants d'incorporés de force, dont beaucoup souffrent de n'avoir aucune sépulture où se recueillir à la mémoire de leur aïeul disparu. Je veux dire également que ce premier projet partait d'une intention louable, qui consistait à rendre hommage à tous les morts et disparus alsaciens et mosellans de la Seconde Guerre. L'argument était de dire que les êtres humains sont égaux dans la mort, quel qu'ait été leur itinéraire personnel. La polémique qui a suivi a montré que les choses, en Alsace-Moselle, ne peuvent être aussi simples que cela.

Pourquoi?

Parce que dans les départements annexés, l'histoire a clivé la population en précipitant les individus dans des destinées très différentes. Plus de 130 000 hommes ont été forcés de s'enrôler sous l'uniforme nazi, ce qui est une spécificité par rapport au reste du territoire français. D'autres, peu nombreux mais bien là, se sont engagés volontairement dans les troupes ennemies... Au même moment, des milliers d'Alsaciens et de Mosellans ont été pourchassés par ce même ennemi en raison de leurs convictions politiques (résistants, PRO) ou de leurs origines (Juifs essentiellement ; il reste des recherches à mener sur les Tsiganes). Quand l'histoire sépare à ce point les différentes tranches de la population, la mémoire peut difficilement se fondre en un bloc unique et unanime. On ne peut pas simplifier ce qui est complexe, sous peine de susciter des tensions, des oppositions, des incompréhensions. C'est ce qui s'est passé avec le premier projet.

Que s'est-il passé depuis la mise en sommeil du « Mur des noms »?

La Région Grand Est a entendu les voix qui se sont exprimées. Elle n'a pas voulu abandonner le projet, puisqu'il correspond à une attente des descendants d'incorporés de force, mais elle a choisi de l'amender. Pour éviter de tomber dans le piège mémoriel, il fallait revenir aux sources, à l'histoire, aux faits. Un comité scientifique a donc été créé. Il regroupe des spécialistes de l'histoire locale et des universitaires de toute la France, reconnus pour leur expertise sur le nazisme ou sur la Shoah (voir liste ci-dessous). Les associations qui portent la mémoire des différentes catégories de victimes ont également été reçues. Sur la base de leurs contributions, le comité scientifique a pu travailler dans un excellent esprit de dialogue. Il est parvenu à des conclusions qui constituent la base intellectuelle de ce qui a été présenté à la presse le 1er février.

Est-ce que les noms des morts et disparus seront toujours présents dans la nouvelle version du projet?

Bien sûr! Ce qui faisait le cœur de la demande initiale a été préservé : les noms des morts et disparus alsaciens et mosellans de la Seconde Guerre seront tous là. Je parle des noms des incorporés de force dans la Wehrmacht ou la SS, des résistants, des Juifs, des militaires français, des civils tués pour faits de guerre. Il va de soi qu'il n'a jamais été envisagé, ni dans le premier projet, ni dans sa nouvelle version, d'ajouter à cette liste les noms des engagés volontaires dans la Wehrmacht, la SS ou les autres organismes nazis. C'est évident mais je tiens à le préciser, tant l'opinion publique est prompte aux confusions sur ce sujet sensible.

Pour présenter ces noms, nous avons pensé qu'il ne suffisait pas de les graver quelque part. Un nom est plus qu'un patronyme. Il recouvre un destin individuel, une histoire spécifique, et c'est cela qu'il faut faire toucher du doigt aux jeunes générations. Derrière chaque nom, il y a un homme ou une femme qui a subi l'annexion nazie différemment selon ses origines, ses convictions, sa situation familiale etc. Expliquer les histoires personnelles, c'est aussi permettre la compréhension de l'histoire de l'Alsace et de la Moselle sous le nazisme.

Comment cela va-t-il se présenter concrètement ?

Pour le moment, les maîtres d'œuvre n'ont pas été choisis et il est donc impossible de décrire à quoi pourrait ressembler le futur lieu. En revanche, on sait que ce sera un bâtiment de 200 m² environ, qui exprimera un geste architectural fort. À l'intérieur, il y aura deux espaces. Dans l'un des espaces seront installées des bornes numériques – une par type de victimes (incorporés de force, résistants, juifs, déportés, civils...). Des informations historiques y seront accessibles. Le visiteur pourra entrer un nom dans l'une des bornes pour découvrir un parcours individuel, éventuellement accompagné de documents d'archives et de photographies.

L'autre espace sera plus immersif. Les visiteurs pourront s'y tenir en petit groupe et faire apparaître un nom sur un grand écran que viendront animer des images, un mouvement, voire une musique - c'est ce que j'imagine, mais tout reste à inventer. L'idée est de permettre l'introspection, la méditation ou, pour ceux qui le souhaitent, le recueillement. Je précise que jamais les noms des différentes catégories de morts ou disparus ne se retrouveront mélangés sur ce mur virtuel.

Enfin, nous accorderons une grande attention au paysage extérieur qui entourera le bâtiment. La présence de l'étang, en bas de la pente du Mémorial d'Alsace-Moselle, est un élément intéressant. Il symbolise la paix et le silence, cette paix que l'on souhaite pouvoir offrir à tous les morts et disparus. Un espace de recueillement ou de commémoration pourrait être envisagé dans ce périmètre.

Le tout-numérique ne risque-t-il pas de désincarner cette histoire douloureuse?

Le numérique fait partie de nos vies, surtout de celles des plus jeunes. Il a plusieurs avantages incontes-

tables : il offre une multiplicité d'approches (par le texte, le son, l'image, la vidéo), ce qui facilite l'appropriation des contenus par les visiteurs. Il rend proches et vivants les documents qui, sinon, resteraient à dormir dans les archives. Il présente aussi une grande souplesse d'utilisation, par exemple pour ajouter des éléments au fur et à mesure des avancées de la recherche, ou pour traduire les contenus. Enfin, il permet de créer une interaction entre celui qui est devant l'écran et les dizaines de milliers de noms qui attendent de revivre.

Par ailleurs, comme le président de la Région l'a souligné, le bâtiment qui va être érigé à Schirmeck fait partie d'un projet plus vaste. Un programme de recherche va en effet être lancé pour enrichir et alimenter la base de données des morts et disparus alsaciens et mosellans de la Seconde Guerre mondiale. Grâce à des bourses de recherche, nous espérons motiver des étudiants pour explorer les archives et compléter l'important recensement déjà accompli par les archives départementales et les services de la Région. L'espace mémoriel qui devrait voir le jour en 2023 est une étape sur le chemin de cette longue quête historique.

L'Ami Hebdo... hélas!

Sous la plume de Joël Hoffstetter, L'Ami Hebdo du 21 février 2021 fait un compte-rendu de la conférence de presse du Président de la Région Grand Est. La première moitié de l'article est un résumé très partiel et partial qui ne reflète que quelques aspects de l'échange. On peut sérieusement se demander si le journaliste était présent à cette réunion ?

Dans la seconde partie, on tombe dans un délire anti-Mémorial tout à fait hors-sujet. Les propos cités sont tellement invraisemblables que je me sens obligé d'en soumettre un extrait à nos lecteurs : « Pour l'association Unsri Gschicht le projet de la Région est une instrumentalisation de l'histoire de l'Alsace et de la Moselle, déconnectée des besoins de la population [...] l'association s'inquiète du choix du lieu, Schirmeck, en contrebas du Mémorial d'Alsace-Moselle, véritable vaisseau-amiral de la falsification de notre histoire, dans la lignée du caricaturiste germanophobe Hansi. Dans ce contexte toute extension de ce mémorial apparaît non seulement inutile mais extrêmement dommageable à la connaissance de l'histoire de l'Alsace et de la Moselle. A moins de « déhansifier » le lieu » etc., etc.

Face à tant de mauvaise foi il serait vain de vouloir dialoguer ou argumenter! J'hésite entre deux hypothèses:

- Soit l'auteur de ces propos n'a jamais mis les pieds au Mémorial et se contente de répercuter les avis de certains détracteurs ; une démarche pour le moins peu déontologique pour un journaliste...

- Soit il a vraiment visité le parcours muséal et dans ce cas, le journaliste n'a vraiment rien vu, rien compris, aveuglé par ses préjugés ou ceux d'une association! Incapable de replacer des documents dans leur contexte...

Enfin, ce qui m'attriste profondément, ce ne sont pas les arguments évoqués, sans impact dès lors qu'on en connaît l'origine ; ce qui m'attriste c'est que ces propos paraissent dans L'Ami Hebdo, un journal que nous avons toujours apprécié pour la qualité de ses articles historiques (je pense notamment à ceux de Nicolas Mengus ou Marie Goerg-Lieby) et dont nous utilisons des extraits pour des exercices pédagogiques, notamment lors de rencontres franco-allemandes des sections Abi-Bac.

Et pour conclure, une citation de Voltaire (je suis vraiment désolé de n'avoir pas Kant sous la main, me voilà en flagrant délit de germanophobie!):

« Les préjugés sont la raison des sots ».

Marcel Spisser Agrégé d'histoire, Inspecteur Pédagogique Régional d'histoire-géographie honoraire, chargé de mission pour la mise en place de l'Abi-bac en France et en Allemagne de 1996 à 2004, membre de la commission franco-allemande pour la réalisation de manuels d'histoire franco-allemands pour les trois classes de lycée, président de l'AMAM



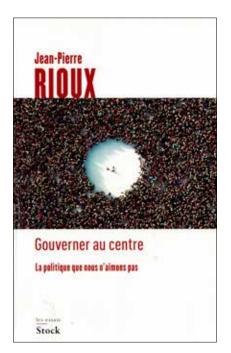
Hélas! Depuis un an les activités qui justifient notre existence prennent la physionomie d'un champ de ruines... que bien vite, une fois la Covid 19 vaincue, nous reconstruirons dans un élan de solidarité avec l'aide de tous :

- Notre grand rendez-vous qui tous les deux ans réunit pour la « Rencontre des Mémoires » à la Maison de la Région des historiens, géographes, sociologues, philosophes et psychologues de plusieurs universités françaises et européennes, prévu les 14 et 15 janvier 2021, a dû être annulé. Néanmoins les différents intervenants se sont engagés à nous faire parvenir les textes de leurs conférences et exposés ce qui nous permettra de publier prochainement les Actes de cette rencontre fictive sur « Les Souvenirs de la querre de 1870-71 ».
- Les Cafés d'Histoire : Tous reportés ! La liste d'intervenants possibles s'allonge de jour en jour et il faudra mettre les bouchées doubles pour rattraper les retards.
- Le Rallye annuel du Mémorial 2020 n'a pu trouver de date, dommage, car c'est toujours le volet le plus convivial et familial de nos activités. Il est absolument indispensable de le relancer dès que les circonstances le permettront.
- À la trappe aussi les nombreuses conférences et visites guidées du Mémorial...

Patience et vigilance !!!

Seul le **Courrier du Mémorial** reste un lien fort entre nous tous et aujourd'hui nous remplaçons nos rendez-vous traditionnels par des rencontres avec des livres à lire ou à relire. Profitons de nos confinements et couvre-feux pour revoir nos programmes de lectures :

1. Le dernier J.P. Rioux vient de paraître : Gouverner au Centre, La politique que nous n'aimons pas. Les essais Stock, 2020.



En politique le centre est vite raillé. « Ni droite ni gauche » indécis, mollasson... en un mot, on ne l'aime pas. Pourtant, il faudra bien l'admettre : depuis 1789, on a joué au centre plus souvent qu'on croit.

Mirabeau, Jules Ferry ou Raymond Barre, tous ont pris le contre-pied de « la » droite comme de « la » gauche, du conservatisme étroit, du progressisme délirant ou de l'appel au peuple vengeur. Volontaires du bien commun et de l'intérêt général, ils ont travaillé à gouverner au mieux plutôt que d'imposer des solutions partisanes et bellicistes. Ils ont montré que le droit et la raison, l'équité et la solidarité ne sont pas toujours à la merci des idéologies, des majorités impotentes et des alternances sans projet.

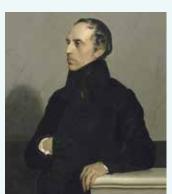
En douze portraits, cet essai saisit la vigueur historique de la politique du centre, cette recherche tenace d'un bon gouvernement qui court jusqu'à Emmanuel Macron.

Mirabeau



Tempérer la Révolution

Guizot



Au juste milieu

Ollivier



La tentation bonapartiste

Ferry



La raison pratique

Tardieu



L'impossible New Deal

Queuille



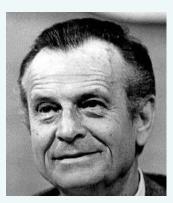
La troisième force

Schuman



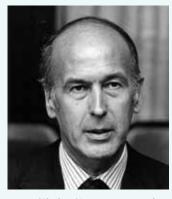
L'horizon européen

Lecanuet



Le centre démocratisé

Giscard



Le libéralisme avancé

Barre



L'expertise sans passion

Bayrou



Sans Élysée

Macron



Centripète et centrifuge

© DR





2. Simone Polak est une rescapée d'Auschwitz et c'est seulement en 2018, à 86 ans, qu'elle se décide à raconter son parcours de déportée : S. Polak : *Agis comme si j'étais toujours à tes côtés*, Éditions Le manuscrit, 2018



Simone Polak © Collection particulière



Simone Polak © Elsa-Kleinschmager

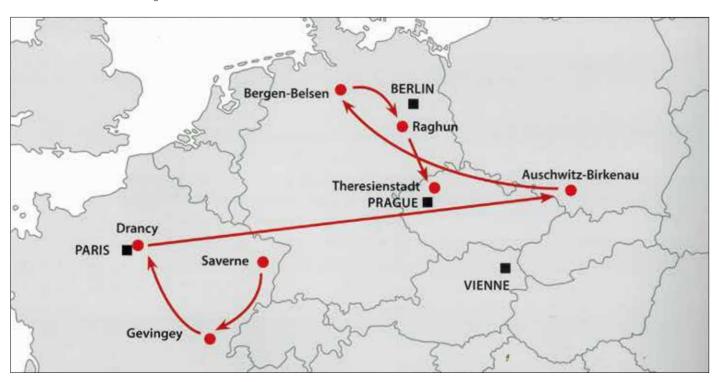
Voici ce qu'en pense le Grand rabbin émérite de Strasbourg et du Bas-Rhin : René Gutman :

« Après avoir refermé le manuscrit de Simone Polak, m'est venu spontanément à l'esprit ce mot de Vladimir Jankélévitch dans son livre *L'Imprescriptible* :« On croyait savoir et on ne savait pas encore, ni à quel point. »

À l'instar de Charlotte Delbo, Simone Polak réussit à nous dire avec une sobriété inouïe (rien d'incantatoire ni de larmoyant) une barbarie et une souffrance ayant appartenu à une Planète (« la Planète des cendres » comme l'a qualifiée Haïm Gourt) au-delà de tout langage. Et ceci avec une réserve, une distance, que l'on retrouve aussi sous la plume de Primo Levi, et qui nous fait toucher la vérité. Seule, sans doute, elle peut nous communiquer son expérience, nous faire sentir le désespoir de son immense solitude mais aussi nous faire croire en la capacité de l'être humain de vivre, comme elle en témoigne lorsqu'elle s'adresse à un officier SS en prétendant avoir 16 ans et être couturière : « Mon audace me sidère encore, avoir osé « exister » ! »

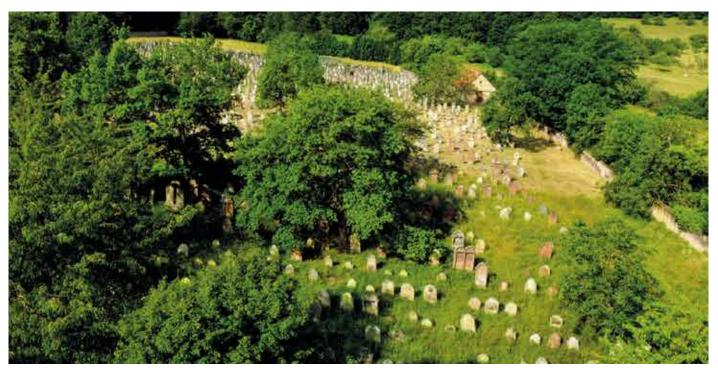
Un livre qui nous donne envie de continuer à l'interroger avec nos questions naïves, à lui demander, dans la mesure où l'on comprend trop pourquoi tant de déportés ont été assassinés par millions là-bas, pourquoi quelques-uns comme elle ont survécu, et surtout comment ces survivants ont pu redevenir des vivants.

Simone viendra nous en parler dans un prochain Café d'Histoire.



Le parcours de Simone Polak durant la Seconde Guerre mondiale (de 1940 à 1945)

3. Mettre en valeur un patrimoine culturel et cultuel, en l'occurrence celui de la petite communauté israélite de Rosenwiller : *Rosenwiller*, une présence juive au fil des siècles, I.D. l'Édition, 2020



Vue aérienne du cimetière israélite de Rosenwiller © Julien Meyer

Rosenwiller est sans conteste connu pour la présence sur son territoire de la plus ancienne nécropole juive d'Alsace et l'une des plus importantes avec celles d'Ettendorf et de Jungholtz. Son emplacement, en lisière de forêt, transporte le visiteur dans un havre de paix et de sérénité.

Peu d'études ont cependant été réalisées à ce jour sur la population juive ayant vécu dans le village. Aucun vestige d'une quelconque synagogue ne permet de présumer de la présence d'une communauté représentative.

Les recherches effectuées au début du XX^{ème} siècle par Moïse Ginsburger, ancien rabbin, fournissent une base de départ. Les publications plus récentes comme celles de Marcel Mathis et de Gerd Mentgen, en 1995, complètent ces travaux. Ces éléments existants ont été enrichis de nouvelles informations en partie inédites à ce

jour, notamment grâce au dépouillement par Louis Schlaefli des archives de l'ancien baillage épiscopal de Dachstein, dont Rosenwiller faisait partie sous l'Ancien Régime. Pour la période de la fin du XVIIIème au XXème siècle, la population juive n'est guère nombreuse à Rosenwiller et toujours en relation directe avec le cimetière israélite : les chefs de famille sont les « fossoyeurs » et gardiens du lieu.

Le fruit de ce travail est complété par un bref rappel de l'histoire si particulière de cette population juive d'Alsace ancrée dans notre province depuis plus de dix siècles.

Et il était indispensable d'exposer les pratiques funéraires pour une meilleure compréhension de l'ensemble. ■



Une autre Saint valentin?





4. Un nouveau témoignage d'un malgré-nous : René Debs

Sylvie Debs est la fille d'un malgré-nous : René Debs. Dans les années qui ont suivi la guerre, R. Debs a écrit un journal, en allemand (la langue de ceux qui l'avaient mis dans ce pétrin-là).

Sylvie a traduit ce journal au début des années 1990 et a cherché un éditeur. Les personnes contactées (les historiens Wahl et Ayçoberri) ont trouvé ce journal particulièrement intéressant (notamment parce que R. Debs a participé à la bataille de Budapest, chose rare semble-t-il) et l'ont recommandé à la Nuée Bleue. Malheureusement, à la Nuée Bleue à l'époque, on trouvait qu'il y avait déjà trop de publications sur le sujet. Alors Sylvie a laissé tomber, a fait sa thèse, est devenue une grande spécialiste du cinéma brésilien. Aujourd'hui universitaire à la retraite, elle relance l'affaire et le livre va sortir aux éditions de l'Harmattan pendant l'été 2021.

Pourquoi cette publication maintenant? Nous avons posé la question à Sylvie.

« Quand j'ai pris la décision de publier cette traduction, j'ai également retrouvé dans mes cartons les lettres échangées en 1994/95, que je publie en annexe, afin de permettre aux historiens qui travaillent sur la réception des témoignages directs de l'Histoire, d'analyser les changements d'intérêt ou de prise en compte de la mémoire, selon le temps écoulé entre l'événement et la publication du témoignage. Est-ce parce qu'aujourd'hui les derniers survivants du second conflit mondial sont en train de disparaître qu'un éditeur parisien a accepté sans hésiter de publier ce genre de récit? Peu importe, l'essentiel est qu'il parvienne d'abord à la famille, aux trois enfants, quatre petits-enfants et quatre arrièrepetits-enfants, aux cousines et cousins, proches ou éloignés, aux collègues et amis, et à tous ceux qui s'intéressent à l'Histoire de l'Alsace.

Ainsi va l'Histoire : nous ne prenons pas conscience que nous en sommes les acteurs vivants, et que plus tard, les jeunes se tourneront peut-être vers nous pour nous interroger sur nos actes et nos engagements. Nul n'ignore que la mémoire humaine est sélective, parfois défaillante, loin d'être infaillible. Et comme le rappelle Tzvetan Todorov dans Les abus de la mémoire, « l'histoire privilégie l'abstraction et la généralisation; la mémoire, le détail et l'exemple. » Mon père le souligne bien au début du récit de son incorporation de force : « J'étais un des cent trente mille Malgré-nous. » Un destin singulier dans une histoire collective.

C'est précisément cet aspect que souligne à son tour Jean-Laurent Vonau dans la préface qu'il a généreusement consacrée à ce récit : « On constate que chaque destin s'avère particulier, que le vécu n'est pas uniforme et le ressenti différent d'un individu à un autre. » Puisse ce témoignage permettre de faire revivre les heures tragiques des cent trente mille incorporés de force aux lectrices et lecteurs qui les découvriront au XXIème siècle. Que s'accomplisse ainsi le devoir de mémoire. »

Un Café d'Histoire est prévu pour la sortie du livre.

5. Et si on relisait Boris Pahor?

Boris Pahor est né le 26 août 1913 (il aura 108 ans en 2021) à Trieste (Autriche-Hongrie) comme fils d'un photographe et d'une cuisinière. En 1920, Boris Pahor assiste à l'incendie de la maison de la Culture slovène (Narodni dom) de Trieste, par des fascistes italiens dont il déclare : « J'avais sept ans. Ça a été un choc énorme ».

Quand les nazis prirent le contrôle de la région en 1943, il réjoignit les rangs de l'Armée de libération yougoslave. Arrêté, il fut déporté en Alsace au camp de concentration de Natzweiler-Struthof, puis à Dachau, Mittel-Dora et Bergen-Belsen. Il en gardera une maladie du foie, qu'il soignera en allant se réinstaller à Trieste. Cette volonté de rester à Trieste explique le fait qu'il soit resté en Italie, plutôt que de s'installer en Yougoslavie puis en Slovénie, la ville avant été intégrée à la Yougoslavie en 1945, puis cédée à l'Italie en 1954, tout en conservant une importante minorité slovène.

La plupart de ses romans ont leur source dans ses épreuves. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des écrivains de langue slovène les plus importants. Il est révélé aux lecteurs de langue française par son récit majeur **Nekropola** (Pèlerin parmi les ombres, La Table ronde, 1990) où il décrit son expérience des camps d'extermination (notamment du Struthof), puis son roman Printemps difficile (Phébus, 1995). ■



Boris Pahor © Claude Truong Ngoc

6. Pour les amateurs d'histoire militaire : un album photo pour le 80 ème anniversaire des combats dans la région du Donon par Jean-Michel Adenot

Cet ouvrage à l'iconographie exceptionnelle rassemble plusieurs centaines de photographies originales inédites, le plus souvent tirées d'albums privés des anciens combattants eux-mêmes. Des fac-similés et des reproductions de documents issus des archives publiques française et allemandes (dont les copies sont facilement consultables aux États-Unis...) illustrent les derniers combats au pied du massif du Donon et les conditions de la reddition du dernier corps d'armée français APRÈS L'ARMISTICE. Des cartes d'époque et des calques permettent de suivre les pas des combattants et parfois de compléter les témoignages.

LES COMBATS COMMENCENT ALORS QUE TOUT SEMBLE PERDU!

En effet, le 18 juin 1940, l'armistice a été sollicité la veille par le maréchal Pétain et le Général De Gaulle vient de lancer son appel depuis Londres. Le même jour, des milliers de soldats français vont connaître leur baptême du feu sur le canal de la Marne au Rhin. Ils combattront ensuite jusqu'à l'extrême limite de leurs forces.

Sur les pentes des Vosges, le 43^{ème} corps d'armée de forteresse du général Fernand Lescanne recule mais se bat toujours au moment où l'armistice est signé.

Le « dernier carré du Donon » négocie sa reddition les armes à la main donc l'honneur est sauf.

Parviendra-t-il à échapper à la captivité comme Denfert-Rochereau, le défenseur invaincu de Belfort en 1870? Ouelle est exactement la nature des « Accords du Donon » et les « conditions honorables » accordées au dernier corps d'armée français?

C'est ici un ouvrage particulier qui est proposé au lecteur, avec une priorité accordée à la qualité des illustrations et de la cartographie. L'ambition consiste à rallier les amateurs d'histoire militaire de la période — sans aller jusqu'aux derniers détails — et les amoureux de la région. Les clichés sont en grande partie issus de la collection personnelle de l'auteur. Rassemblés et présentés dans un format qui rappelle les albums des anciens combattants, ils apportent une compréhension des événements « à hauteur d'homme ». Un éclairage nouveau apparaît à l'issue de rigoureuses investigations au cœur des archives.

Dans les vallées de la Sarre, de la Vezouze, de la Plaine, du Rabodeau et de la Bruche, cet album montre aussi des lieux familiers maintenant redevenus paisibles et qui n'ont pour la plupart pas beaucoup changé.



Jean-Michel Adenot © DR

L'auteur :

Jean-Michel Adenot est ingénieur en Agriculture. Après une carrière comme dirigeant d'entreprise, il se tourne vers l'histoire de la résistance et de la déportation de sa région : la montagne vosgienne. Plus largement, il étudie la vichysto-résistance (Paul Dungler,

Charles Bareiss) et les organisations de l'Est de la France. C'est maintenant le sujet de sa thèse de doctorat d'histoire, entamée dans le cadre de l'Université de Nancy (CRULH) sous la direction du Professeur Jean-Noël Grandhomme.

Comme méthode, l'auteur privilégie les Archives, enfin ouvertes, et leur confrontation avec les témoignages. L'auteur souhaite aussi, à travers ses conférences, sa structure éditoriale spécialisée et tous moyens, inciter d'autres chercheurs à réfléchir, à publier et partager autour de la période. En effet l'Histoire n'est pas écrite.

Élu en 2017 président de l'association d'historiens HSCO (pour une Histoire Scientifique et Critique de l'Occupation), Jean-Michel Adenot a publié de nombreux articles. Son premier ouvrage, *Viombois* 4 septembre 1944 - Écritures, mythe et Histoire, montre l'ampleur de déformations accumulées depuis la Libération dans l'écriture de l'Histoire. L'image de la résistance en sort profondément renouvelée. Prolongeant ses recherches, l'auteur porte ensuite sa focale sur les déportations de la vallée du Rabodeau et sur le cas emblématique de Moussey, village le plus éprouvé du canton de Senones. Un village vosgien et deux déportations : Moussey 1944, publié en 2018 démystifie certains angles morts autour des opérations allemandes de répression Plainestal (18 août) et Waldfest 1 (24 septembre). L'enquête révèle l'identité de leurs auteurs, des Français par ailleurs impunis.

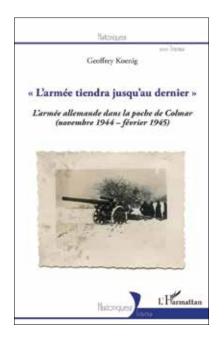
En 2019, l'auteur éclaire un événement dramatique, l'arrestation le 1er octobre 1944 du Père Justin Pennerath, curé d'Allarmont. Celui-ci sera fusillé quelques semaines plus tard à Gaggenau. C'est le point de départ d'une enquête fouillée mettant à jour une organisation oubliée : le Kommando de l'Allgemeine SS d'Alsace. ■

Dès que possible, nous rencontrerons Jean-Michel Adenot à un Café d'Histoire.





7. L'armée allemande tiendra jusqu'au dernier. L'armée allemande dans la poche de Colmar : novembre 1944 - février 1945 par Geoffrey Koenig, Collection « Historiques », 2020



La libération de l'Alsace a duré aussi longtemps que celle du reste du territoire français. L'Alsace, annexée par l'Allemagne nazie en 1940, est considérée comme une partie de l'espace vital germanique et idéologiquement, il s'agit de défendre le Reich. La manière de faire la guerre doit désormais correspondre à l'idéal national-socialiste du conflit : une résistance jusqu'au dernier homme pour chaque mètre du sol allemand.

À la fin du mois de novembre 1944, la 19^{ème} armée allemande est encerclée entre Sélestat et Mulhouse dans ce qui s'appelle la poche de Colmar. Pour faire face à la situation, Heinrich Himmler est nommé commandant du groupe d'armées Oberrhein afin de s'assurer que les combats respectent les credo

Dans la poche de Colmar, la 19^{ème} armée allemande met en œuvre tous les moyens pour opposer aux Alliés une résistance farouche.

Pourtant, l'armée allemande est épuisée en 1945. Beaucoup de soldats n'acceptent pas de sacrifier leur vie pour une cause qu'ils savent perdue. La 19ème armée allemande s'effrite sous la pression des Alliés. Le 9 février 1945, elle parvient à se retirer en Allemagne, laissant derrière elle plusieurs milliers de prisonniers.

Une relecture de la poche de Colmar au regard des acquis de la recherche en sciences historiques permet de mieux saisir le sens de ces affrontements opiniâtres, caractéristiques de la fin du conflit.

Agrégé d'histoire (2019) et doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg sous la direction de Johann Chapoutot et de Catherine Maurer, Geoffrey Koenig travaille sur l'idéologie nazie dans l'armée allemande et plus particulièrement sur les derniers mois du conflit. Le présent travail est une version allégée de son mémoire de Master consacré au cas de la 19^{ème} armée allemande dans la poche de Colmar, soutenu en 2018.



8. Pour les jeunes de 7 à 77 ans, une nouvelle BD : Une famille en guerre

Scénario: Stéphane Piatzszek

Illustration: Espé

Tome 1 - Le pays perdu / Tome 2 - À paraître

Éditions Glénat

Alfred Engel possède l'un des plus beaux vignobles alsaciens, mais en ce jour de juin 40, il pose des briques... Pour murer sa cave la plus profonde, celle dans laquelle il entrepose ses meilleures barriques. S'il avait pu enfermer ses enfants avec ses grands vins, il l'aurait fait!

Antoine, soldat toujours prisonnier des Allemands; Fina, sa grande fille, profidéaliste et le petit François encore au lycée: tous vont être happés par le conflit. Tenir, tenir le domaine et tenir la tête haute, c'est ce qu'Alfred Engel attend de sa progéniture, mais l'occupation nazie et son atroce cortège bouleverseront l'Alsace en profondeur. Et chacun devra choisir son camp. La famille Engel n'y échappera pas.■







9. À la Nuée Bleue, une nouvelle collection de littérature jeunesse



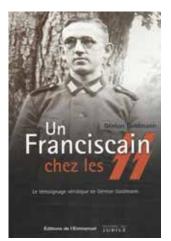
Numéro o1 de la collection : Des nazis habitent chez moi,

Sylvie de Mathuisieulx et Benjamin Strickler

C'est la guerre. La nuit où sa famille juive doit fuir Strasbourg, Odélia est trop malade pour partir. Une vieille voisine accepte de la cacher quelques jours. Lorsque Herr Müller, membre du parti nazi, s'installe avec femme et enfant dans son ancien appartement, la petite fille doit redoubler de prudence...

Un franciscain chez les SS





L'histoire de Géréon Goldmann paraît presque invraisemblable, tellement elle est dense en péripéties qui sont toutes confirmées après- querre par ceux qui l'ont connu. Ce que Goldmann et ses dix collèques, tous étudiants en théologie, ont vécu pendant les deux années qu'ils ont passées à la Waffen SS, sans y être volontaires ni forcés d'y entrer, nous éclaire grandement sur l'idéologie nationale-socialiste vécue dans ces troupes d'élite du régime.

Cette période de sa vie nous interpelle tout spécialement en Alsace puisque, près de 2000 jeunes recrues de la classe 1926, incorporées de force, vont être versées d'office dans la Waffen SS en février 1944 sur ordre du Gauleiter Wagner. Le Reichsführer SS, Heinrich Himmler avait besoin de « sang frais » pour reconstituer son corps d'élite après les lourdes pertes subies en Russie. Wagner lui fera « don » de la moitié de la classe 1926 mais Bürckel, le Gauleiter de Moselle ne lui affectera aucun Mosellan qui ne soit volontaire.

Mais pour nos incorporés, aucune alternative n'était possible : c'était la Waffen SS ou la désertion avec toutes ses conséquences ou la « Sippenhaft » : la déportation de la famille en Allemagne. L'incorporation dans les unités SS était particulièrement mal vécue en Alsace. De fait, les pertes en vies humaines sont énormes, les statistiques à ce sujet restent encore à être affinées, mais on parle de 70 % de jeunes de la classe 1926 qui ne sont jamais revenus. Faites le compte.

Dans la SS... Ni volontaires ni forcés

Mais revenons au récit époustouflant de Karl Goldmann (1916-2003), en religion Frère Géréon, jeune séminariste franciscain allemand de 23 ans, qui dès son incorporation en août 1939 dans la Wehrmacht à Fulda, avec 200 autres étudiants en théologie venant de toute l'Allemagne, osa affronter avec audace et brio ses contradicteurs, simples soldats ou hauts gradés, dès lors qu'on attaquait devant lui la religion. Les vexations et brimades de la part de l'encadrement étaient presque quotidiennes pour ces jeunes « curaillons » et, systématiquement, les corvées du dimanche leur étaient réservées pour les empêcher d'aller à la messe.

Mais bons sportifs, intelligents, les meilleurs aux exercices, ils étonnèrent bien des officiers qui ne voyaient en eux que des « mauviettes ». À la fin des classes d'incorporation avec des exercices pénibles pouvant durer dix heures d'affilée, avec de surcroît les quolibets quotidiens particulièrement hostiles à leur égard, dix collègues théologiens du bataillon qui faisaient bloc autour de leur ténor et porte-parole Goldmann, décidèrent de demander leur affectation sur le front de l'Est. Pour eux, l'ambiance du front ne pouvait être pire que celle qu'ils vivaient dans la caserne. Ils seront donc versés dans une division basée au sud de la Pologne et découvriront en arrivant dans leur nouvelle unité qu'ils sont incorporés... dans une division SS. Ce qui ne semblait pas les déranger mais ils ne sont ni volontaires ni forcés d'y entrer.

Nous sommes en effet à la fin de l'année 1939, début 1940 : la Pologne est conquise, l'invasion de la France n'a pas commencé et celle de la Russie est encore loin. Les événements géopolitiques semblent donner raison à la « Weltanschauung », la juste vision du monde de l'idéologie nationale-socialiste incarnée par le Führer. Une certaine euphorie règne parmi les dirigeants allemands qui n'ont pas le moindre doute de la justesse de leur cause, avec la Victoire finale et un Reich de mille ans!

Nos étudiants connaissent bien toutes ces théories et les objectifs du nazisme, ils s'y trouvent confrontés, comme leurs concitoyens, depuis 1933. Mais toujours bons sportifs, toujours unis, ils acceptent le dur entrainement SS, jusqu'au jour de l'incontournable prestation de serment au Führer.

Ils refusent en bloc de lever le bras droit pour la prestation de serment!

Le colonel les convogue, s'étonne de leur présence à la SS et leur demande ce qu'ils peuvent bien faire chez eux! Leur réponse est claire : ce qui les choque, c'est que le texte de la prestation ne comporte aucune référence à Dieu. Après délibération avec les autres officiers, il leur donne la possibilité de rejoindre la Wehrmacht, ou alors, s'ils veulent rester dans la division, il est prêt à aménager une prestation de serment valable pour eux, avec une formulation demandant l'assistance de Dieu. De plus, s'ils restent, ils seront libres de remplir leurs devoirs religieux conformément au concordat signé entre le Führer et le pape en 1937.

C'est alors à Goldmann de poser une question : « Mais pourquoi veut-on nous garder dans la division SS, alors que dans la Wehrmacht on nous a si souvent ridiculisés à cause de nos convictions?»

Au colonel de répondre qu'il a en face de lui des hommes doués, intelligents et cultivés. Que leur refus de prêter serment prouve leur trempe et leur fidélité à la parole donnée, et que la division SS, qui est une unité d'élite, a besoin d'hommes comme eux pour remporter la Victoire finale!

Les théologiens étaient comme abasourdis par ce qu'ils venaient d'entendre et tous restèrent dans la division du Reichsführer SS, Heinrich Himmler, leur patron.

Ils furent affectés aux Transmissions et formés comme opérateurs radios. Ils pourront aller à la messe le dimanche en uniforme SS, au grand étonnement des paroissiens, qui une fois mis au courant, leur firent très bon accueil!

Vint le moment des grandes manœuvres d'hiver auxquelles Himmler assista en personne.

Une tempête de neige désorganisa le déroulement normal des opérations : tous les bataillons s'égarèrent, sauf un seul qui réussit à éviter l'encerclement de « l'ennemi » en suivant les indications de l'un des leurs. En fin de manœuvre, le Reichsführer, en grande tenue avec son bâton de commandement, en fit le commentaire et voulu féliciter l'officier qui a réussi à déjouer la tentative d'encerclement. Or aucun officier ne se leva mais c'est un simple soldat qui se présenta. Himmler, très satisfait, voulut immédiatement le faire inscrire à l'école des officiers. Refus poli du soldat : « Monsieur le Reichsführer, ce n'est plus possible à l'heure actuelle... mon unité c'est l'ordre franciscain »! Consternation dans le cercle des officiers mais Himmler, très calme, convoqua les étudiants et leur demanda s'ils avaient toujours l'intention de devenir prêtres après la guerre? Il leur posa la même question que le colonel quelque temps auparavant : « Mais pourquoi, alors êtes-vous à la SS » ? Réponse des théologiens : « Comme on nous a promis de pouvoir satisfaire à nos obligations religieuses, nous sommes prêts à rester dans cette unité ».

Himmler, visiblement séduit par ces jeunes, leur déclara personnellement qu'ils sont libres de servir leur Dieu, même sous cet uniforme et qu'il n'y a pas de contrainte chez eux dans cette matière. Il ajouta toutefois que : « Vous aurez remarqué qu'il se produit un certain changement chez toute personne qui passe par la SS ».

Goldmann qui souriait ne put s'empêcher de répondre : « Nous verrons bien qui changera »!

Les officiers étaient épouvantés par l'impertinence du soldat, mais Himmler, très calmement et visiblement satisfait, leur dit, : « Messieurs, ces hommes nous conviennent! Nous avons besoin de gens comme eux »!

Tolérance et liberté religieuse... Jusqu'à la victoire finale

Quelque temps après, le bataillon reçut la visite d'un haut gradé du Parti venu de Berlin pour expliquer à tous les objectifs de la guerre. Ils sont au nombre de trois, à savoir : libérer l'Allemagne des Juifs, des communistes et en tout premier lieu...des chrétiens! De ces trois ennemis, l'Église représente le plus dangereux et tant que le pape, ce criminel de Rome, et tous les curés ne seront pas pendus, il ne pourra être question de victoire!

Goldmann, toujours lui, avec son impétuosité habituelle, intervient aussitôt : « Hier, une instance supérieure nous a assurés d'avoir la liberté religieuse et aujourd'hui vous nous affirmez le contraire ! La réponse du conférencier révéla alors toute la duplicité de leur idéologie : « Certes, tolérance et liberté religieuse tant que durera la guerre, mais pas un jour de plus après la Victoire finale »!

Grand silence dans la salle. Goldmann voyant sans doute qu'il est allé trop loin, ajouta, prudent, : « Soucions-nous d'abord de la Victoire finale et attendons la suite »!

Dès lors Goldmann fait partie de la « liste noire ». Ses interventions et paroles seront consignés et feront l'objet d'un acte d'accusation qui l'amènera plus tard devant le conseil de guerre de Kassel.

Son unité sera affectée à la fin janvier 1940 en Pays de Bade puis dans le Wurtemberg sans avoir tiré ou essuyé le moindre coup de feu. Elle rejoindra le Nord de la France en mai 1940 où l'invasion de la France venait de commencer.

Goldmann, qui parle très bien le français sera l'interprète et l'intendant du bataillon. Il put ainsi sauver des vies et adoucir certaines duretés de l'occupation. C'est là qu'il assiste, impuissant, aux exactions de certains soldats SS, parmi lesquels bon nombre de gradés pour les pillages sauvages et les viols. Il vit pour la première fois quelle bête pouvait se tapir dans l'homme.

Après l'Armistice de juin 1940, suit une période de tranquillité et de calme. Géréon reçut une permission de longue durée pour rentrer au pays et reprendre ses cours de théologie à Fribourg. Il suit aussi des cours d'italien qui lui seront grandement utiles par la suite. Il revint ensuite à Paris où, pendant toute sa période de soldat SS en France, il jouissait d'une grande liberté d'action en dehors de ses heures de service d'opérateur radio et d'interprète. Il entra en résistance avec d'autres concitoyens allemands et prit des risques énormes qui pouvaient le conduire à tout moment au peloton d'exécution!

Mais sa sortie des Waffen SS approchait. Le commandant l'a inscrit avec les autres étudiants, qui étaient toujours bien notés, à un stage d'officiers SS. Stage qu'ils ont réussi malgré des épreuves très dures, 80 km à pied en trois jours avec tout le paquetage, en plein soleil. Le commandant les félicita mais avant leur promotion, il leur demanda de signer un papier où ils s'engageaient à quitter l'Eglise catholique! Évidemment tous refusèrent. Mais leur officier direct, responsable des Transmissions, les insulta avec une telle vigueur, en les traitant de « traitres à la Patrie », que Goldmann porta plainte contre lui. L'affaire remonta à la division puis directement à Berlin au Reichsführer Himmler. Il connaissait bien ces étudiants et leur demanda de lui faire personnellement un rapport. Goldmann rédigea un argumentaire de huit pages, très virulent, où il demandait de pouvoir quitter la Waffen SS. Ses collègues ne le suivirent pas dans cette démarche. La réponse de Himmler arriva rapidement : Goldmann est considéré comme « inapte au service de la SS » et devait par conséquent être renvoyé, à effet immédiat, dans la Wehrmacht. Ses collègues séminaristes suivirent la division en Russie. Ils ont tous été placés intentionnellement en première ligne sur le front et sont tous tombés devant Léningrad en 1941. Un seul en réchappa parce qu'il a été blessé et rapatrié dès le début de l'offensive.

Si seulement ils avaient signé!

Ainsi se termine définitivement le parcours dans la SS de Gédéon Goldmann et de ses collègues séminaristes.

Dans la Wehrmacht, au service sanitaire

Mais la carrière militaire de Géréon Goldmann était loin d'être terminée pour autant.

Dans la Wehrmacht il opta pour le service sanitaire qui était pour lui le seul service où il pourrait passer la guerre sans utiliser les armes. Le voilà en Russie avec sa division où peu de soldats avaient déjà l'expérience de la guerre. Dans un village, toute la population de femmes et de vieillards était réquisitionnée pour déneiger les routes. Or un groupe de trois adolescents, une fille et deux garçons d'à peine 14 ans, refusèrent de « travailler pour l'ennemi ». Goldmann reçut l'ordre de les pendre. Il refusa en disant qu'en tant qu'infirmier, il ne peut pas assassiner des enfants! Le jeune lieutenant décida, devant ce refus d'obéissance caractérisé, de le faire pendre en premier mais aucun soldat ne bougea.

À ce moment précis, la voiture du général vint à passer. Goldmann le connaissait pour avoir déjà été décoré par lui, il lui expliqua la situation. Sans un mot, le général renvoya l'officier qui rejoindra rapidement un bataillon disciplinaire.

Ses prises de position dans la SS n'étaient pas oubliées. Depuis qu'il a rejoint la Wehrmacht il était constamment surveillé. Les officiers qui lui voulaient du bien et qui avaient accès à son dossier lui dirent que son dossier semblait sans issue et qu'il risquait sa peau devant le conseil de guerre de Kassel. En effet, sa première comparution devant le conseil de guerre se fit en présence d'officiers SS. Comme toujours, il savait se défendre si bien que son cas, qui semblait pourtant réglé d'avance, fut mis en délibéré pour un mois. Au bout d'un mois, et contre toute attente, le tribunal acquitta Goldmann! Nous sommes en septembre 1941, on lui accorda un congé d'études. Il est à nouveau arrêté au moment du départ de sa nouvelle division pour la Russie. Il évita ainsi l'enfer de Stalingrad où toute sa division disparut, les uns morts, les autres prisonniers.

En Italie et au Vatican

Il avait été contacté en très grand secret par la résistance allemande, d'où son acquittement inexpliqué et sa récente arrestation. Du fait de sa bonne connaissance des langues, il recut une nouvelle affectation en France, à Pau en tant qu'opérateur radio spécial. Il avait d'abord pour mission secrète de rencontrer une personne importante à Paris, pour lui transmettre un message oral codé mais elle était absente au moment de son passage. L'autre mission était de se rendre en Italie. Mais comment pouvait-il se rendre en Italie sans ordre de mission de l'armée ? Opération bien compromise puisque sa nouvelle division devait se rendre en

Russie: elle venait de toucher son paquetage d'hiver. Or le train prit la direction de la Méditerranée, de Nice puis de Gênes pour finalement rejoindre la Sicile où les Alliés venaient de débarquer. Son unité remonta vers le Monte Cassino au sud de Rome. Homme d'une foi profonde, Goldmann constata très vite que son rôle d'infirmier avait ses limites devant le mangue de matériel médical et la gravité des blessures. Souvent les grands blessés de religion catholiques lui demandaient la communion avant de mourir. Aussi, l'infirmier sollicita l'aide des curés et évêgues italiens, au risque de les bousculer si nécessaire!

Il réussit à aller à Rome pour délivrer son message à un conseiller de l'ambassade d'Allemagne, conseiller qu'il sollicita aussi pour avoir un entretien avec le pape. Son but était de demander à Pie XII l'autorisation de se faire ordonner prêtre avant d'avoir terminé ses études. Dans son esprit, il fallait qu'il soit prêtre ordonné pour être aumônier auprès de ses concitoyens en guerre, et ce, malgré l'impossibilité formelle du Droit Canon et des lois de l'Église. Contre toute attente, il réussit à rencontrer le pape et lui exposa en allemand, avec la fougue qu'on lui connaît, sa demande motivée. Pie XII, qui lui-même était un excellent germaniste, refusa tout net mais se ravisa devant la conviction de cet homme de foi. Il lui donna son accord écrit pour se faire ordonner prêtre par le premier évêque catholique disponible. Mais cette occasion ne se présentera que bien plus tard, lorsqu'il sera prisonnier de guerre...

Avec son unité, il est fait prisonnier près du Monte Cassino et put constater la supériorité sans limites, en hommes et en matériel des Américains, en face de l'essoufflement de la Wehrmacht. Celle-ci incorporait en effet, de plus en plus de très jeunes recrues qui n'avaient aucune expérience du front. De jeunes officiers arrogants, à l'uniforme impeccable exigeaient que le rapport leur soit fait au garde-à-vous! Il raconte qu'un jeune opérateur radio, répondant à un message en allemand sans vérifier sa provenance, donna en clair l'effectif et la position exacte de son unité... à un navire américain qui croisait à quelques km de là. La réaction fut immédiate : la marine ouvrit le feu et anéantit près de 600 hommes.

Prisonnier de l'armée française et sous la coupe de gradés nazis

C'est là que Goldmann fut fait prisonnier par les Anglais avec d'autres soldats. Il fut bien traité, put rejoindre ensuite un camp de prisonniers en Algérie, donc sous la direction de l'armée française, pour pouvoir rester au service de ses compatriotes prisonniers. Il rejoint d'abord un camp regroupant des séminaristes allemands et c'est là qu'il put enfin se faire ordonner par l'évêque auxiliaire d'Alger. Tous souffraient énormément de la faim. Il constata avec un certain étonnement que les tensions entre séminaristes restaient vives entre ceux qui croyaient encore à la Victoire finale et ceux, plus lucides, qui attendaient avec soulagement la fin de la guerre et le retour au pays. Pourtant tous étaient forcément catholiques, aucun n'était nazi dans l'âme ... Peut-être avaient-ils la nostalgie de l'ordre germanique

d'avant le nazisme?

Pour Goldmann, désormais prêtre et prisonnier de l'armée française, les tribulations n'étaient pas terminées, loin s'en faut. Il demanda à être aumônier et fut envoyé dans le camp de Ksar-es-Souk réputé pour être le plus dur de toute l'Algérie. Et pour cause, sa direction était assurée par la Légion Étrangère qui haïssait les Allemands. Les 1500 prisonniers étaient sous la coupe de gradés nazis fanatiques qui assuraient la direction interne sans intervention directe de la Légion. Nous sommes à la fin de la guerre, mais tous les matins, les gradés nazis faisaient l'appel et le salut hitlérien. Aucun aumônier n'était toléré, qu'il soit Français ou Allemand, d'ailleurs, ils ne tenaient pas le coup dans cette ambiance délétère. Il y régnait une discipline de fer imposée par les chefs nazis, malheur à ceux qui osaient douter de la Victoire finale. Les règlements de comptes étaient fréquents et se soldaient souvent par un « suicide » sans que la direction française n'intervienne.

Le nouvel aumônier, bien que découvrant sur place toute l'horreur du camp, n'était pas homme à se laisser impressionner! Il avait le même grade que le chef nazi et le remit en place dès le premier contact : ce « collègue » qui le tutoyait et le toisait de haut, n'avait aucun ordre à lui donner, à lui, prêtre et aumônier des compatriotes catholiques, lui, l'ancien SS, porteur de nombreuses décorations acquises sur les fronts de Russie, de France et d'Italie. Il entendait exercer sa mission en toute liberté dans le camp! Son sort était dès à présent réglé, mais prudent, Goldmann ne se promenait jamais seul, la nuit, pour éviter... un suicide. Son courage ressaisit plus d'un prisonnier. Ils allèrent à la messe et assuraient sa garde rapprochée.

Calomnié et condamné à mort par les Français

Ses ennemis firent alors courir le bruit auprès des autorités françaises, qu'en tant qu'ancien SS, le sergent-chef Goldmann était l'un des criminels recherchés du camp d'extermination de Dachau avec de nombreux témoignages à l'appui. En plus, c'est un imposteur, il n'est pas prêtre et n'a jamais eu un quelconque accord du pape!

Nouvelle enquête, beaucoup de faux-témoignages donnés sous la foi du serment et nouvelle condamnation à mort émanant, cette fois-ci, d'un Tribunal militaire français! Il est emmené sous escorte armée à Meknès (Maroc), sous les quolibets haineux des nazis, trop heureux de lui avoir joué un sale tour. L'acte d'accusation comportait trois chefs d'accusation : l'extorsion par ruse de son ordination, sa situation de haut responsable à Dachau, l'affichage de ses sentiments anti-français dans ses sermons. La cause était entendue, mais malgré sa condamnation à mort, il ne put s'empêcher de rire devant les officiers supérieurs français à l'énoncé de l'acte d'accusation, lui, un bourreau de Dachau! L'exécution était prévue le 28 février 1946 à 3 heures du matin.

Quand l'officier qui commandait le peloton d'exécution arriva avant l'heure fatidique, il demanda au Frère Géréon Goldmann, es-qualité, de l'entendre à confesse, là, tout de suite, avant qu'il ne soit exécuté, parce qu'il avait des choses à lui dire ... qu'il pourra emmener directement au ciel! La confession dura plus longtemps que prévue. Pendant ce temps, des officiers français arrivèrent pour dire qu'il faut surseoir à l'exécution, sur ordre de Paris! Le pape avait confirmé à l'ambassadeur de France, Jacques Maritain, que l'ordination du soldat allemand était conforme à sa décision. On apprit rapidement que Goldmann n'avait rien à voir avec les responsables SS de Dachau et que, s'il avait formulé des critiques contre la saleté repoussante des camps de prisonniers français, cela rentrait dans le cadre de son devoir d'aumônier.

À quelques minutes près, la vie du Frère Géréon aurait pu s'arrêter là, dans le fossé d'une prison à Meknès, par décision de justice d'un tribunal militaire français! Il fut libéré peu de temps après et put enfin rentrer au pays et reprendre ses études de théologie.

Missionnaire au Japon

En 1954 il pourra enfin accomplir son vœu d'enfance d'être missionnaire franciscain au Japon. Il y apprit d'abord la langue et s'occupa des plus démunis, créa écoles, dispensaires, paroisses en sollicitant ses amis d'Allemagne et d'ailleurs pour l'aider financièrement à la réalisation de ses projets. Comme toujours, Frère Géréon vivait à 100 à l'heure. Il ne manguera jamais l'occasion de raconter ce qu'il a vécu pendant la guerre et d'affirmer ainsi, sa foi inébranlable en l'Homme, quel qu'il soit.

Rien d'étonnant que Géréon reçut en 1965 la plus haute distinction honorifique du Japon, l'Ordre de Bienfaisance, réservé aux œuvres philanthropiques.

En 1994, à 78 ans, il est rapatrié sanitaire en Allemagne. Karl Goldmann est né à Fulda, il y entre au couvent, il a été incorporé à Fulda et il meurt à Fulda en juillet 2003.

La boucle du Frère Géréon Goldmann, franciscain, est définitivement bouclée.

Gérard Zippert,

vice-président des Amis du Mémorial Alsace-Moselle

Jacques Maritain, grand philosophe français du XXe siècle, s'est rapidement affirmé contre le régime de Pétain et son antisémitisme. D'éducation protestante il s'est converti au catholicisme et est devenu un fin connaisseur de Thomas d'Aquin. Il a été remarqué très tôt par les autorités ecclésiastiques ce qui explique sa nomination comme ambassadeur auprès du Vatican. Il est enterré à Kolbsheim en Alsace, aux côtés de son épouse Raïssa. Jusqu'à une date récente on pouvait y consulter son abondante correspondance avec les grandes personnalités de son temps.

Le livre : Un Franciscain chez les SS. Le témoignage véridique de Géréon Goldmann. Éditions de l'Emmanuel, 2015 / PARIS. Prix: 9,90 € TTC/ 40 000 exemplaires vendus.

Nouvel atelier pédagogique au Mémorial:

Le camp de sûreté de Schirmeck-La Broque

Que connaît-on de ce camp nazi unique en son genre, souvent confondu avec le camp de concentration du Struthof?

Pour tenter de répondre à cette question, Guillaume Pellenard, responsable du service éducatif, et Sébastien Soster, professeur-relais, ont réalisé un atelier pédagogique consacré à l'histoire de ce camp.

À partir de documents et de témoignages inédits, les élèves, par groupes, pourront ainsi aborder l'histoire complexe du camp (juillet 1940/décembre 1945) — Le camp avant le camp : « Les premières baraques étaient françaises... »; Les débuts du camp nazi : un « camp de transit » pour expulser « les indésirables » ; Un camp nazi unique: missions, agrandissements et transfert en pays de Bade (juillet 1940/avril 1945); Un centre d'internement administratif et un centre pénitentiaire au lendemain de la Libération — le quotidien des détenus fait de violences, d'humiliations, de déshumanisation avec un travail spécifique sur les lieux de mort et d'expérimentations pseudo-médicales ou encore le travail forcé dans les différents kommandos situés dans et en dehors du camp.

Soit autant d'entrées par lesquelles ils découvriront l'histoire méconnue de ce camp nazi unique en son genre.

Nous vous proposons de découvrir dans ce numéro du courrier de l'AMAM quelques extraits des fiches pédagogiques sur lesquelles les élèves travailleront en atelier.

Contact

Mémorial Alsace-Moselle

Allée du Souvenir français 67130 Schirmeck Tél. 03 88 47 46 50

contact@memorial-alsace-moselle.com

Instagram: memorialsacemoselle

Twitter: @mam EUphoria

Service éducatif

gpellenard@memorial-alsace-moselle.com

www.memorial-alsace-moselle.com

Facebook: MEMORIAL DE L'ALSACE MOSELLE

sebastien.soster@ac-strasbourg.fr

Passeport de Jean



Depuis quelques années déjà, le Mémorial proposait un livret d'accompagnement à la visite pour le public parascolaire et les familles. Ce livret commencant à dater, il a été décidé d'en créer un nouveau.

Pour cela, le Mémorial a choisi de faire porter un regard neuf sur la visite à destination des enfants et a donc fait appel à

Yannick Lefrançois, dessinateur de presse et illustrateur qu'on ne présente plus. Il a su par ses dessins, faire vivre l'histoire de Jean, transmettre la complexité de l'histoire de l'Alsace Moselle tout en se mettant à la portée des enfants.

Il faudra malheureusement attendre la réouverture, très prochaine nous l'espérons, des musées pour que le public concerné puisse en prendre connaissance.





Mémorial hors les murs

Le jeudi 4 février dernier, l'équipe du service éducatif du Mémorial — avec Guillaume Pellenard, responsable du service, et Sébastien Soster, professeur-relais s'est rendue au collège Haute-Bruche de Schirmeck dans le cadre d'une animation pédagogique.

À la demande de M. Alexandre Faivre, professeur d'histoire, les élèves ont planché pendant deux heures sur l'atelier pédagogique « Destins alsaciens » consacré aux parcours de vies des différents membres d'une même famille imaginaire - les Müller - à l'heure nazie.

Par petits groupes, les élèves ont dans un premier temps produit un travail écrit autour de différents thèmes: nazification des écoles, organisations de jeunesse nazies (HJ & BDM), RAD, KHD, Incorporation de force, Tambov, extermination des malades mentaux, Résistance et terreur exercée sur les opposants au régime.

Dans un second temps, chaque groupe d'élèves a présenté oralement devant leurs camarades le fruit de leur travail.

C'est un bilan très positif, aussi bien du côté du service pédagogique du Mémorial que du collège Haute-Bruche, qui clôt cette première expérience hors les murs. Qui ne demande qu'à être renouvelée et à s'étendre géographiquement... Demande qui a été récemment validée par le Conseil d'administration : pour 70 € (auxquels s'ajouteront les frais de déplacement), un établissement scolaire pourra, après avoir choisi l'atelier pédagogique, demander l'intervention, dans ses murs, d'un médiateur du Mémorial. Les ateliers « Destins alsaciens ». « Le cinéma nazi dans les salles strasbourgeoises » et « Le camp de sûreté de Schirmeck-La Broque » seront les ateliers proposés « hors-les-murs ».









© Alexandre Faivre



Exposition sur le camp d'internement de Schirmeck

Pour pallier l'impossibilité de visiter les musées en raison des mesures sanitaires en vigueur, l'équipe du Mémorial a décidé de re présenter son exposition sur le Camp de Schirmeck-La Broque! L'occasion de profiter d'une exposition sans entrer dans le musée. Tout autour de l'imposante baie vitrée du Mémorial, venez découvrir, dans le respect des règles sanitaires, l'histoire singulière de ce camp durant l'annexion.

La durée de présentation de cette exposition est conditionnée à la réouverture du Mémorial.

Appel à témoins : racontez-nous votre histoire!

Dans le cadre du 80ème anniversaire de la Libération de la Vallée de la Bruche (1944-2024), le Mémorial Alsace-Moselle lance un projet de collecte de témoignages concernant la Libération de la Vallée de la Bruche. Cet appel à témoins s'inscrit dans une série d'événements qui seront organisés par le Mémorial jusqu'en 2024 pour commémorer la Libération du territoire.

Dans un contexte où les témoins disparaissent et où transmettre leur mémoire est devenu un enjeu fondamental pour ne pas oublier, le Mémorial Alsace-Moselle souhaite par ce travail de collecte de témoignages mettre en avant leur vécu, leur témoignage et propose de diffuser ces derniers au plus grand nombre.

Il s'agit de commémorer les événements survenus en 1944 (notamment à partir de novembre) et de comprendre ce qu'ont vécu et ressenti les habitants au cours de la Libération de la Vallée de la Bruche.

alliées fin novembre 1944? Racontez-nous vos souvenirs de ces incrovables et mémorables journées, racontez-nous votre histoire.

Vous avez vécu la Libération des villages de la Vallée

de la Bruche, entre Saâles et Urmatt, par les troupes

Vous souhaitez proposer le témoignage d'un parent, vous souhaitez témoigner vous-même, merci d'envoyer un message à cette adresse e-mail : contact@ memorial-alsace-moselle.com ou par courrier à cette adresse postale: à l'attention de Mélanie ALVES ROLO, Mémorial Alsace-Moselle, Allée du souvenir français, 67130 Schirmeck.

Merci de faire comporter dans votre message :

Un résumé de votre témoignage (max. 5 pages)

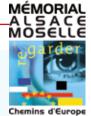
Vos nom, prénom, date de naissance et lieu de résidence en 1944

Si vous souhaitez ou non garder l'anonymat

Si vous acceptez de vous entretenir directement avec un membre de l'équipe du Mémorial Alsace Moselle.

Si vous acceptez d'être enregistré (audio et vidéo) lors de votre témoignage.

Sabine Bierry et Guillaume Pellenard



Visites guidées sur le camp d'internement de Schirmeck

Dans la continuité de l'exposition et de l'atelier pédagogique, l'équipe du Mémorial travaille à la réalisation d'une visite thématique sur l'histoire du camp d'internement de Schirmeck-La Broque. Des visites seront proposées dès cet été!

Au programme:

- * visite thématique dans l'exposition permanente du Mémorial
- * présentation d'objets et d'archives du camp
- * circuit dans Schirmeck-La Broque autour des lieux emblématiques en lien avec l'histoire du camp

Plus d'informations dès le mois de mai!



Les Actes de la Rencontre des Mémoires 2019 ont paru.



Commandez le livre - 25€ (port compris) à Philippe Schuhler 4, rue des Tonneliers 67650 Dambach-la-ville.

Sommaire

- 8 Transmettre, pourquoi et comment? Jean-Pierre Rioux
- 14 Ce que nous dit le Centenaire de la Grande Guerre Joseph Zimet
- 29 Milou en mai ou l'art d'interloquer Michel Cieutat
- 40 L'héritage, un bien comme un autre? Anne Gotman
- 53 L'héritage catholique : seulement un patrimoine ? Guillaume Cuchet
- 63 Passé, présent et devenir du patrimoine immatériel Christian Hottin
- 73 L'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg Éric Fischer
- 82 Mémoires plurielles en Champagne Aurélie Melin
- 85 L'immatériel et le matériel en Lorraine du fer Pascal Raggi
- 90 Une affaire de famille, entre individualisme et outils tactiles Martine Segalen
- 102 Instruire, transmettre Dominique Ottavi
- 119 Quelle histoire de France enseigner? Dominique Borne
- 132 L'ancien et le nouvel esprit de défense Monique Castillo
- 143 L'ambition nationale : vingt remarques Gil Delannoi
- 153 Être solidaire Marie-Claude Blais
- 168 Le fil des générations Jean-François Sirinelli
- 176 La question laïque dans la France contemporaine Philippe Portier
- 196 Que sont devenues les Lumières? Philippe Raynaud

Pour une mémoire vivante, plurielle, « décomplexée » et « libératrice » en l'absence de témoins

Réflexions d'une pédagogue

Au-delà de toutes les actions menées dans le domaine mémoriel, la rencontre des élèves avec des survivants de la Seconde querre mondiale s'est progressivement imposée comme une évidence pour la compréhension de l'histoire du nazisme, la construction d'une mémoire collective et l'affirmation d'un sentiment d'appartenance commune autour de valeurs partagées.

En quoi les rencontres avec les survivants de la Seconde guerre mondiale furent-elles irremplaçables pour réveiller la mémoire aux jeunes ? À l'heure où les rescapés de l'enfer s'épuisent, comment faire comprendre l'intensité de la souffrance des victimes quand celles-ci ne pourront plus raconter? Comment enseigner et transmettre la barbarie nazie à l'aube de « l'après-témoignage »?

Ce questionnement en nourrit d'autres : Pourquoi le départ inexorable de témoins nous invite-t-il à nous interroger sur nos pratiques d'enseignement et sur les modalités de transmission de l'événement qui a marqué les consciences ? Plus encore : Comment faire de la mémoire, multiple et évidemment partielle, un objet d'histoire « émancipateur » ?

Mon engagement, si modeste soit-il, s'inscrit dans l'impétueuse volonté de maintenir vivante la mémoire comme objet d'étude historique corrélativement à la disparition des témoins. On ne naît pas professeur d'histoire. On le devient. On le devient dans le choix évolutif des objets proposés aux élèves, dans la façon de les aborder et de les confronter à d'autres sources afin de faire surgir une vérité historique délicate à saisir, relative et en perpétuelle évolution. On devient professeur d'histoire en réinventant sans cesse « les outils d'un travail de mémoire jamais clos » - selon la terminologie élaborée par Benjamin Stora – au service d'un « devoir d'histoire » dans sa dimension civique et scientifique.

Ce que je vais raconter a comme cause la haine. Pour les nazis, nous n'étions pas des gens normaux. Nous étions juifs. >> / Ginette Kolinka



Les élèves furent porteurs d'une gerbe qu'ils ont déposée au pied de la colonne mémorielle à Oradour-sur-Glane (10 juin 2009)



« Ce que je vais raconter a comme cause la haine. Pour les nazis, nous n'étions pas des aens normaux. Nous étions juifs. » Ginette Kolinka a raconté aux élèves de 3^e du Collège de Soultz-sous-Forêts l'enfer du camp d'Auschwitz-Birkenau (16.10.2017)

Ils s'appellent Claire Dorfer, évacuée avec sa famille pendant la guerre en Haute-Vienne; Robert Hebras, survivant du drame d'Oradour-sur-Glane; Ginette Kolinka, rescapée de l'univers concentrationnaire d'Auschwitz [DNA du 20.10.2017]; Robert Lang, rescapé du camp de Tambov, feu le président de l'Amicale Interdépartementale des Anciens de Tambov [DNA du 01.01.2019]; André Weckman, ancien incorporé de force, poète, écrivain. La rencontre des élèves avec ces témoins de la Seconde guerre mondiale — et bien d'autres anonymes — créent des moments d'intense émotion. Parce que l'on est contraint de briser « l'illusion de croire que la « mémoire » donne accès à la connaissance » (Henry Rousso), les témoignages nous contraignent toujours de mettre en oeuvre avec les jeunes un travail d'historien en vue d'une compréhension la plus objective du passé en confrontant des sources diverses. Nous tentons avec le Principal Christian Rustenholz de faire de la mémoire un objet d'étude historique d'abord par la rencontre avec des témoins de l'histoire, dans notre établissement mais aussi en-dehors.

Après la charge émotionnelle liée à la rencontre du dernier survivant du massacre d'Oradour-sur-Glane, au-delà de l'agitation liée à la participation à la cérémonie officielle des commémorations du massacre du 10 juin 1944, le voyage scolaire dans le village martyr prend sens par le foisonnement de questions formulées par les élèves. Comment faire disparaître cet écran entre les suppliciés et nous ? Comment s'y retrouver dans cette histoire? Comment mener l'enquête? Quelle mémoire entretenir ? Comment ? Pourquoi ? Indignés par la barbarie qui a marqué de son fer rouge l'âme des survivants, le paysage et les pierres, les élèves errent parmi les morts puis entre les citations lumineuses scellées au sol du Centre de la mémoire. « Qui cherche la vérité de l'homme doit s'emparer de sa douleur ». « C'est quand on a mal qu'on prend conscience du danger» affirme un élève. Donner du sens aux mots de Georges Bernanos nous invite en effet à nous interroger sur le mot « douleur ». La douleur est une expérience, un avertissement et une invitation à l'action.

À Oradour, les élèves font l'expérience de la douleur. Une épreuve de douleur mais aussi une preuve de vie qui les invite à un questionnement afin de sublimer la douleur et de lui donner du sens.

Aller à la rencontre d'acteurs de l'histoire et de lieux de mémoire est toujours l'opportunité pour le professeur d'engager une réflexion avec les élèves sur la façon de « faire de l'histoire » et sur le rôle de l'historien, acteur d'une connaissance historique portée par l'intelligence critique, participant ainsi à la construction d'une mémoire et d'une identité collectives.

Assurément les élèves sont très sensibles aux témoignages des survivants. Les témoignages sont des rencontres « directes » avec l'histoire. Ils rapprochent les jeunes du passé, mettent en contact l'anecdote et l'histoire individuelles avec l'Histoire, mettent l'humain au coeur des préoccupations, rendent concrets des événements historiques alors qu'ils sont trop souvent jugés abstraits. Ils sont également des occasions pour les jeunes de s'identifier aux témoins. D'ailleurs plus les témoins suggèrent d'intime, plus il y a un écho pour ceux qui sont en mesure de le recevoir. C'est cette alchimie qui rend les témoignages bouleversants et leur souvenir impérissable. Assurément faire de l'histoire c'est mener des expériences émotionnelles (et corporelles) profondes, préludes à des enquêtes exaltantes, à la découverte d'un nouvel « alphabet » pour lui donner du sens en recherchant les éléments manquants. Cependant vouloir réanimer l'histoire à travers les seuls témoignages est un leurre. On peut seulement s'en approcher en les mettant en perspective et en menant une réflexion en amont et en aval avec les élèves. Le « Mur de la mémoire » conçu et réalisé au Collège par les élèves demeure l'emblème le plus éclatant du témoignage de Ginette Kolinka. On y lit des mots écrits par les élèves « Nous lui devons de nous souvenir » ou encore « En créant des images mentales, on pouvait s'imaginer ce que Ginette Kolinka avait vécu. » et des bribes de phrases exprimées par la rescapée de la Shoah « La robe de Simone Veil... ça m'a redonné le moral. » et, de facon inattendue et irrésistible, c'est une part de vie qui s'offre à chaque passage à leur vue. Des mots qui font entrer dans la chair des jeunes le monde passé et toute la responsabilité qu'il leur donne alors que les témoins disparaissent.



Sur le mur de la Mémoire réalisé à l'issue du témoignage de G. Kolinka, on y lit des mots qui font entrer dans la chair des jeunes le monde passé et toute la responsabilité qu'il leur

Pérenniser le travail d'une mémoire vivante en l'absence de témoins par un renouvellement des stratégies pédagogiques.

Le silence laissé par les survivants qui s'épuisent est incommensurable, le témoignage s'étant imposé comme un vecteur puissant de transmission de la mémoire et de l'enseignement de l'histoire de la période nazie. Comment faire après eux ? Je continuerai d'intégrer dans mes cours les paroles et les images enregistrées de Ginette Kolinka ou le récit de Robert Lang. À mesure que nous quittent les témoins de la barbarie nazie se pose la question des stratégies éducatives à mettre en œuvre et du « devoir d'histoire ». J'ai proposé à mes élèves de 3e de s'intéresser à l'histoire de leurs familles, de questionner leurs parents et leurs grands-parents, afin d'explorer une matière poussiéreuse, rarement pénétrée jusqu'alors : les mémoires familiales. Bien entendu, il ne s'agit pas, en fouillant

dans le passé des familles comme dans une malle à trésors, de s'en tenir à un travail patrimonial et mémoriel, subjectif par essence, mais de s'en nourrir afin d'amorcer avec les élèves une démarche d'historien déterminée par la volonté d'objectivité en confrontant les objets et les mots aux faits — afin de les établir tout en posant avec les élèves la guestion de la transmission. En restituant leur histoire individuelle, tout en agissant et en vivant un projet commun, les élèves participent à la construction d'une culture historique plurielle portée par l'altérité et d'une identité à la fois individuelle et collective. Si le souvenir appartient aux acteurs de l'histoire qui l'ont vécue, la mémoire, elle, demeure bien vivante.



Des élèves de 3^e présentent les « objets d'histoire » débusqués dans leurs archives familiales (20 novembre 2020)

Faire des jeunes des « êtres d'exploration ».

Le projet est porté par le souci de mettre en évidence le rapport à la mémoire de tous les élèves de la classe, quelle que soit leur origine. L'émergence d'une multiplicité de mémoires enrichit les recherches et ouvre l'horizon. Ce sont toutes les mémoires que je souhaite accueillir et recueillir, afin de (re)connaître leur résonnance et de comprendre leur complexité dans l'histoire. Ainsi en tirant la ficelle de Tambov, c'est un morceau de l'Histoire de l'Alsace-Moselle que cet élève d'origine russe tient à la patte.

Restituer des histoires individuelles en fouillant dans les mémoires et dans les tiroirs des familles est une opportunité offerte aux élèves de mener une enquête, de questionner les traces mises au jour, d'établir les faits, de reconstituer un passé qui s'inscrit dans leur territoire ou ailleurs et de comprendre les processus politiques qui sont à l'origine de l'histoire de leurs ancêtres. Une occasion aussi de mettre en lumière l'histoire singulière de notre région inscrite dans les mémoires familiales : celle des Malgré-elles et des Malgré-nous, des victimes de la folie nazie que l'on fait trop souvent disparaître dans les tableaux de chiffres.

Comment faire des élèves des « chercheurs » ? C'est par la recherche et éventuellement la découverte d'objets – toute chose est objet d'histoire – qui témoignent des épisodes sombres de l'histoire tout en enquêtant auprès des membres de leur famille que les élèves ont la faculté de maintenir la mémoire vivante. Bien entendu on ne convoque pas la mémoire comme on convoque quelqu'un à un rendez-vous. Elle se dérobe entre les mots d'une correspondance, dans les odeurs du papier humé, dans la délicate caresse de ce papier plissé telle la main que l'on ne peut plus saisir, dans l'anodin du grenier, entre les murs des galetas, dans l'espace de l'insignifiant. Elle est en tout lieu et se manifeste de façon inattendue. Lorsqu'un jeune tient une photo vieillie entre ses mains, c'est la grande Histoire qui s'offre à lui et embrase sa curiosité. C'est pourquoi je tente de recueillir avec eux les précieuses paroles, de lire les récits poignants, d'explorer, de défricher, de débusquer les acteurs silencieux de l'histoire, d'éprouver avec eux les plus modestes traces dans leurs archives. Évidemment, en elles-mêmes, les traces mises au jour ne sont pas signifiantes. C'est en leur prêtant attention qu'elles acquièrent au cœur des élèves de la dignité, libèrent les paroles et suscitent d'arborescentes intrigues, l'objectif étant de faire parler les « sans-voix », de donner un nom aux acteurs multiples de l'histoire, de montrer leur rôle dans le déroulement des événements, d'expliciter le fonctionnement des idéologies et des outils qui les sous-tendent.

La mémoire passe, une fois de plus, par le corps quand celui-ci manifeste un joyeux frémissement ou une épouvantable stupéfaction à la vue ou au toucher d'« une pâte à pétrir ». Enseigner l'histoire c'est mener une enquête exaltante en lézardant le noyau des certitudes et des habitudes. Et le travail mémoriel nous y aide.

Ainsi la mémoire est une construction en perpétuel renouvellement. Par leur contribution, les générations « d'après » seront à leur tour des passeurs de mémoire. L'inexorable épuisement des témoins nous invite à réinventer des scénarios pédagogiques. Il offre peut-être aussi la perspective de l'émergence d'une mémoire plurielle « décomplexée », apaisée, se substituant au conflit entre les mémoires, entre le récit national et les individus. À ce titre, la nécessaire clarification de la situation particulière de l'Alsace-Moselle au moment de l'avènement de la Communauté Européenne d'Alsace et la « conscientisation » des rapports de domination durant la guerre, selon les mots de Paulo Freire, ainsi qu'une compréhension des processus qui en sont à l'origine, tiennent toute leur place dans notre projet mémoriel. En intégrant toutes les victimes du nazisme, l'enseignement de l'histoire au service des valeurs portées par l'Union Européenne peut devenir « libérateur ».

> Sandrine Hamm, professeur d'histoire géographie au Collège de l'Outre-Forêt à Soultz-sous-Forêts



La guerre à l'Ouest du 10 au 12 mai 1940 / Suite du DOSSIER du CM nº 36

La campagne de l'Ouest qui concerne l'espace des Alliés (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique et France) est appelée « Campagne de France » pour sa première phase du 10 mai au 4 juin, celle du « coup de faucille » ; elle est ensuite appelée « Bataille de France » dans la mesure où elle concerne le seul espace français.

Les forces en présence en mai 1940 : des forces globalement équilibrées, mais des stratégies et des tactiques très différentes

Selon les décomptes et sur le papier, les deux camps disposent de forces équilibrées. 140 à 160 divisions chacun soit trois à quatre millions d'hommes de chaque côté avec un avantage cependant pour les Alliés. Pour les armes, la France avait fait de gros efforts pour rattraper son retard, mais elle ne serait prête que dans un an, en 1941, tout comme l'Allemagne d'ailleurs. C'est pour cette raison que le Reich attaqua dès 1940 pour éviter d'avoir à affronter un adversaire trop puissant. Les Alliés sont loin d'être démunis. Ils disposent de plus de chars, 3 à 4 000, contre moins de 2500 pour les Allemands, plus de canons, plus de véhicules, trois fois plus de camions et d'unités motorisées; dans la Wehrmacht, 16 divisions seulement sur 143 étaient totalement motorisées (90 % des unités se déplaçaient à pied ou à cheval). Ils possèdent aussi plus d'avions (4500 contre 3600), mais au début de l'offensive, alors que le Reich mobilise les 3/4 de ses forces, soit près de 2600 avions, dans le premier assaut, les Alliés n'en alignent qu'un tiers, soit moins de 1500. La France ne put mobiliser qu'un quart de sa flotte, l'essentiel était basé dans le Sud-Ouest et l'Afrique du Nord à l'écart pour intervenir plus tard le premier choc passé; 870 étaient disponibles sur le front. Le même déséquilibre s'observe pour la défense aérienne ; la France dispose de 3800 canons anti-aériens ; c'est deux à trois fois moins que l'adversaire qui dispose, en particulier, du redoutable Flak 37 (le « 88 ») qui servit aussi de canon antichar.

Si, à part l'aviation, les Alliés l'emportent pour les hommes et les armes, il y a de grandes disparités dans les types d'armes, leur utilisation; des faiblesses vont cruellement apparaître sur le terrain chez les Alliés, chez les Français en particulier.

L'impréparation des Alliés

Sur les 2262 chars, seulement 853 sont armés d'un canon efficace pour la lutte antichar. Leur autonomie est limitée, à la différence des chars allemands ; le char lourd B1 bis dont le blindage résiste à tous les canons des panzers doit être ravitaillé toutes les deux heures, ce qui va réduire son autonomie et sa partici-

pation aux combats. La force blindée étant conçue, avant tout, pour appuyer l'infanterie, 960 chars seulement sont organisés en divisions blindées : trois divisions légères mécanisées et trois divisions cuirassées, alors que les chars allemands sont regroupés en dix Panzerdivisionen. De plus elles présentent plusieurs défauts qui vont se révéler fatals : très peu sont équipées de radios, le système de ravitaillement en essence archaïque va lourdement pénaliser l'action des chars qui, en cours de bataille, doivent se replier pour faire le plein, perdant ainsi un temps précieux. À cela s'ajoutent une DCA inexistante et une infanterie motorisée insuffisante pour occuper le terrain conquis.



Char B1bis de la 3e DCR à Cauroy (Au sud de Rethel-Attigny)

Tout au contraire, les Panzerdivisionen représentent chacune une petite armée capable de combattre de manière autonome avec de nombreux chars, une puissante infanterie motorisée, une DCA et une artillerie motorisée; l'équipement en radio permet un commandement en temps réel, ce qui assure mobilité, flexibilité, capacité à profiter des opportunités, un ravitaillement en carburant qui permet ces pénétrations profondes derrière les lignes ennemies selon la tactique allemande.

La France n'était pas prête non plus pour son aviation et sa défense aérienne. Au procès de RIOM, l'aviation fut le bouc émissaire rendu responsable de la défaite de 1940. L'armée de l'air n'avait été créée qu'en 1933 ; le Front Populaire fut accusé, à tort, de n'avoir pas modernisé cette arme. La réalité c'est qu'elle avait été négligée par le Haut Commandement; considérée comme dépendante de l'armée de terre, « l'aviation de coopération » devait protéger l'infanterie, être « l'œil » des forces terrestres. « Il n'y a pas de bataille aérienne, il n'y a qu'une bataille terrestre » déclara Gamelin en 1939¹. La production avait été cependant relancée, mais trop tardivement et surtout de septembre 1939 à 1940 ; la France fabriqua plus d'avions que les autres pays, mais ils ne purent être livrés à temps, faute d'équipements nécessaires en raison d'une mauvaise organisation globale.

La France manque surtout de bombardiers; le rapport est d'un à six avec les Allemands. La moitié sont anciens avec une vitesse lente, un faible armement, peu de bombes. En 1938, la commande de bombardiers en piqué qui avait été envisagée fut annulée. En revanche les avions de chasse sont beaucoup plus modernes, mais en nombre insuffisant et de moindre qualité à part le Dewoitine D.520 très rapide mais produit en trop faible quantité. Cependant, aux mains de pilotes de grande valeur, la chasse française assura plus de la moitié des pertes de l'ennemi (733 appareils ennemis abattus).



Char Somua, l'un des meilleurs chars français

Le 10 mai, le nombre d'appareils disponibles est de 2176 en France et de 4500 pour l'Allemagne, soit environ un contre deux. Mais, en première ligne, les 1368 avions de chasse français sont dispersés sur tout le front dans la logique du front continu, alors que la *Luftwaffe* concentre ses 3500 appareils sur les points d'attaque. Autre exemple de l'échec doctrinal, le retard intellectuel du commandement français, comme l'a souligné Marc Bloch².

Enfin la DCA fut une autre lacune importante. Alors que la Flack dispose de 9300 canons dont plus d'un quart de 88 mm, la DCA française qui dépend de l'armée de terre ne possède que de 2200 pièces de 20 ou 25mm et de canon de 75 datant de la Grande Guerre. Bien que les Stukas soient lents et peu précis ils purent déverser leurs bombes sur les lignes françaises sans être beaucoup inquiétés. En revanche, les bombardiers français trop lents, en vol rasant, ont été des proies faciles pour la Flack allemande.



Le Dewoitine D.520

¹ Ardennes 1940. Colloque 1990 sous la direction de Maurice Vaïsse. Kronos 1991. Intervention de Thierry Vivier, chargé de recherche au SHD page 129. 2 Ibid.

Des tactiques d'un autre âge

Cependant l'impréparation des Alliés ne signifiait pas une défaite assurée, loin de là. C'est la tactique, l'utilisation de ces armes modernes, de l'arme blindée et de l'aviation en particulier, qui va faire très rapidement la différence. Rappelons qu'elle témoigne de deux conceptions de la guerre. Forces d'appoint chez les Alliés dans le cadre d'une guerre défensive longue où la puissance économique finirait par l'emporter, comme lors du conflit précédent. Il fallait simplement encaisser le premier coup comme en 14, agir avec méthode, tenir avec l'infanterie un front continu, colmater toute percée avec l'appui de la force motorisée, puis au pas du fantassin mener une contre-offensive victorieuse.

Chez les Allemands on n'en était plus là. Consciente de ses limites de puissance moyenne, continentale, l'Allemagne pensait qu'une guerre longue s'achèverait comme en 1918; il lui fallait réussir, du premier coup, la percée victorieuse que Schlieffen avait manquée. Ainsi, guerre offensive, guerre de mouvement, les Allemands opèrent-ils une véritable révolution tactique : utiliser la vitesse et la force d'unités motorisées pour opérer la percée victorieuse. Pour cela il fallait abandonner la peur des « flancs ouverts », du front continu. En fait cette révolution avait été esquissée dès la fin du conflit précédent, la méthode de l'infiltration. Elle consiste en des attaques en profondeur, sans tenir compte de ses flancs, en vue de déstabiliser l'adversaire, de semer la panique sur les arrières, de l'empêcher de se mettre en défensive. Guderian l'appliqua aux blindés; ce fut sa grande idée. Dans une opération interarmes associant l'aviation, l'artillerie, et aussi l'infanterie, mais motorisée pour exploiter le terrain conquis, les blindés devaient en être le fer de lance pour une attaque surprise en un point du front jugé le moins défendu.

C'était cependant très risqué et aventureux ; la plupart des membres du Haut commandement ne partageaient pas les idées de Guderian. Attaquer en profondeur c'était aussi s'exposer à des attaques de flancs qui pouvaient être mortelles si l'adversaire n'était pas déstabilisé.

Ce mode d'action interarmes avait été appliqué brillamment en Pologne. Ce fut bien compris par l'État-major français : « L'attaque allemande a été caractérisée par une combinaison de l'aviation, des chars et de l'artillerie, les troupes à pied n'intervenant que pour nettoyer et occuper le terrain.... Les corps blindés ont obtenu des résultats décisifs »3. Mais, pour lui, ce n'était pas transposable à l'Ouest; on a confiance dans le système défensif qui a manqué à la Pologne : les inondations en Hollande, de puissants forts en Belgique, la ligne Maginot en France.

Il s'agissait simplement d'éviter la surprise « opérationnelle », de gagner du temps pour réagir et éviter l'exploitation des Panzer. La réalité, c'est que ce sera la surprise et l'incapacité à « gagner du temps » ; ils n'en n'eurent pas le temps.

Des choix stratégiques qui furent fatals

C'est de loin la raison principale de la défaite française. Le dispositif des armées entre les Pays-Bas et la Suisse exprimait les stratégies des belligérants et le piège tendu aux Alliés. Il était très déséquilibré. Les Alliés s'attendaient à une réédition du Plan Schlieffen par la Belgique, mais les Allemands avaient opéré, deux mois plus tôt, un changement du centre de gravité de leur attaque au profit des Ardennes, voie considérée comme impossible par leurs adversaires. Le Plan Dyle (de Bruxelles-Wavre à Namur sur la Meuse) semblait très logique, bien que contesté par des généraux qui auraient préféré les rives de l'Escaut. Le flanc droit de la ligne de front française étant protégé par la ligne Maginot, la Meuse et les Ardennes, au centre, formant verrou, les meilleures unités pouvaient être concentrées sur la gauche en Belgique et, c'était évident pour les Alliés, l'ennemi reprendrait le Plan Schlieffen de 1914. En revanche la variante Breda qui avait pour but de prêter main forte aux Néerlandais, décidée par Gamelin, était jugée imprudente et dangereuse par le général Giraud lui-même, le commandant de la 7º armée ; elle ne pourrait pas atteindre la Hollande à temps en raison de la distance à parcourir. C'était « une grave erreur qui déséquilibra le front du Nord-Est » écrivit le général Montgomery dans ses mémoires ; « Une attaque en force de l'ennemi au centre ne pourrait pas être arrêtée », fit remarquer le général Georges.

Ainsi, à l'aile droite, où se concentraient l'essentiel des divisions alliées, et les meilleures, (dont la 1e armée dans la trouée de Gembloux), la Wehrmacht n'opposait qu'une trentaine de divisions dont trois blindées (Groupe d'armées B de von Bock). Au centre, la 9^e armée du général Corap et la 2^e armée du général Huntziger, de part et d'autre de la Bar et du canal des Ardennes ne comptent que 22 divisions dont beaucoup de série B. En face, le groupe d'armées A du général von Rundstedt disposait de 45 divisions, dont sept blindées dirigées par le général von Kleist. L'objectif était de provoquer la rupture du front allié en frappant, dans ce secteur du front, un grand coup. Derrière la Ligne Maginot quatre armées regroupent 44 divisions avec plusieurs centaines de chars; elles n'avaient en face d'elles que 19 divisions allemandes de second ordre du groupe d'armées C du général von Leed. Ce front demeura passif jusqu'à la mi-juin 1940.

Dès le 5 mai, le grand quartier général (GQG) avait estimé les forces allemandes à 110 - 115 divisions d'infanterie, 5000 blindés dont 60 divisions allemandes entre Trèves et Wesel au nord de la Ruhr. Une attaque contre la ligne Maginot était donc écartée

La réserve générale destinée à intervenir si le front venait à être percé n'était que de 15 divisions contre 45 en Allemagne. Enfin, sur 100 divisions, la moitié seulement étaient vraiment opérationnelles.

Ainsi l'effet « porte tambour » peut-il se réaliser. Première attaque en Belgique de manière à y attirer les Alliés croyant à une réédition du « Plan Schlieffen », ensuite percer sur leur flanc sud, dans les Ardennes, avec l'essentiel des forces, puis gagner rapidement la mer afin de piéger les forces engagées en Belgique. C'était une réédition du « Plan Schlieffen », mais inversée. C'était à faire en cinq jours seulement, après la traversée des Ardennes puis de la Meuse, en cinq jours

également. C'était un pari plutôt fou, du genre quitte ou double, de celui du « joueur de dés » qu'était Hitler persuadé qu'il était béni de la Providence. Il y avait de quoi justifier l'appréhension de la quasi-totalité du Haut Commandement allemand. C'était risquer l'avenir du Reich sur un coup de dés, mais il fallait saisir cette chance pour battre la France en une seule fois, sachant que l'Allemagne ne ferait plus le poids face à des puissances industrielles encore considérées comme les meilleures du monde, en cas de guerre longue comme en 1914-1918. Il fallait beaucoup de chance, ils la saisirent ; les dieux de la guerre furent de leur côté comme certains le dirent plus tard.

Cependant, même si les Alliés, et la France tout particulièrement, n'étaient pas préparés pour un conflit où les techniques modernes allaient faire la différence, ce n'était pas du tout gagné d'avance.



Maurice Gamelin, chef d'état-major général de la Défense nationale. Bibliothèque en ligne Gallica

La question du haut commandement français

Enfin il faut aussi mettre le doigt sur l'organisation générale des forces armées françaises et sur la compétence des principaux responsables, le généralissime Gamelin, son adjoint pour le Nord-Est entre autres, le général Georges. Le Haut Commandement est morcelé, dispersé en quatre sites : Gamelin dans le fort de Vincennes, le grand quartier général à La-Ferté-sous-Jouarre et à Montry, le général Villemin, commandant de l'armée de l'air, à Meaux.

La question de la compétence des principaux responsables du Haut Commandement est aussi à poser. Le généralissime Gamelin, un conservateur resté très « guerre de 14-18 », avait remplacé le général Weygand atteint par l'âge de la retraite, il l'avait emporté sur le général Georges d'abord pressenti. Ce n'était pas le meilleur choix malgré son passé brillant ; Gamelin était handicapé par une maladie ancienne, une neurosyphilis, dont les effets, le manque de décision — il suggère plus qu'il ne décide — l'entêtement, la fixation sur des certitudes, le déni de la réalité, vont être fatals en ces moments cruciaux où il fallait agir en toute urgence⁴. Isolé dans son château de Vincennes, entouré de ses subordonnés, loin des troupes, il communique surtout par téléphone, peu par la radio de campagne, d'où la lenteur des communications tout au long des voies hiérarchiques. Le général Georges, son adjoint, plus clairvoyant, mais trop discipliné, fut incapable de contredire son supérieur.



Général Georges

Une autre différence de taille avec les Allemands, c'est le commandement sur le théâtre des opérations. Alors que chez ces derniers les chefs sont sur le terrain avec leurs hommes en première ligne, les commandants d'armées français se trouvent à la « poignée de l'éventail » loin derrière leurs troupes, loin des réalités du terrain avec des moyens de communication inadaptés qui ne leur permettent pas de suivre le rythme d'un adversaire qui a tout misé sur la vitesse.

Selon ce tableau tout semble joué, l'échec assuré. Rien de tel. ce serait tomber dans un déterminisme coupable. Le pari allemand était très audacieux. Jodl avait évoqué, le 13 février 1940, devant Hitler que « ... Dans l'assaut sur Sedan, un chemin détourné, les dieux de la querre pourraient bien nous v attraper ». Hors les difficultés du milieu géographique, la part de l'imprévu était considérable. Sa réussite fut considérée par beaucoup, comme le général Blumentritt, comme un miracle (cf. Infra).

La guerre à l'Ouest en Belgique et dans les Pays-Bas du 10 au 15 mai 1940

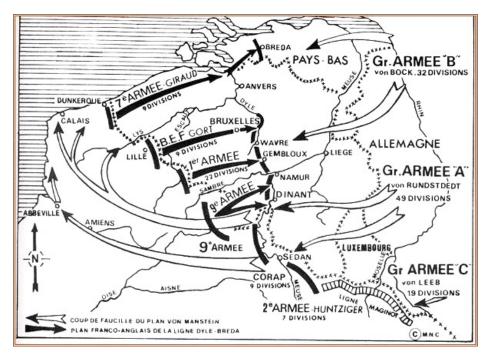
Selon le Plan jaune, le groupe d'armées B attaque en Belgique dont la neutralité avait été proclamée en 1936 et qui est violée une nouvelle fois. L'offensive commence à 5h35. Tout semble donc conforme aux plans des Alliés, c'est le Plan Schlieffen réédité. Gamelin est détendu, voire très satisfait, alors que se prépare, secrètement, le coup de faucille mortel dans les vallées étroites du massif des Ardennes qui va terrasser les armées alliées en moins de deux semaines seulement.

L'offensive allemande dans les Pays Bas et la Belgique du 10 au 15 mai 1940

Vers la Dyle et Breda

À la demande des Belges, à 6h3o, Gamelin déclenche le Plan « Dyle » et le Plan « Breda". Une heure plus tard, les armées se mettent en mouvement vers la Belgique et les Pays-Bas. La 7^e armée de Giraud doit se positionner au Sud de la Meuse dans la région de Breda, le corps expéditionnaire britannique du général Gort entre Louvain et Wavre sur la Dyle. La 1^e armée de Blanchard, la meilleure des unités avec le corps de cavalerie du général Prioux, va contrôler la trouée de Gembloux de Wavre à la Meuse. La progression des unités alliées en Belgique se fait sous un ciel calme sans attaque de la Luftwaffe, ce qui trouble, à juste titre, certains officiers.

Plus au sud, la 9^e armée du général Corap, à l'ouest



Les forces en présence le 10 mai 1940, de Breda à la Dyle, de la Meuse à la ligne Maginot. Le groupe d'armés allemands A , le plus puissant, face à la 9^eet à la 2^e armée française, les plus faibles

du canal des Ardennes, pivote autour de Charleville-Mézières pour aller border la Meuse belge de Namur à Sedan sur un front de 85 km. À l'Est, de Sedan à Longuyon, à l'extrémité de la Ligne Maginot, est positionnée la 2^e armée du général Huntzinger; la 3^e armée du général Condé complète le dispositif devant le Luxembourg. L'ensemble du front est sous le commandement du général Georges.

Dans le dispositif, les Ardennes, jugées comme une barrière stratégique en elles-mêmes, sont mal défendues en France comme en Belgique. La mission des Chasseurs ardennais, une division de cavalerie belge (groupement K), est de retarder l'ennemi, d'opérer des destructions dans le massif avant de rejoindre le gros de l'armée à Namur dès l'offensive allemande. Ainsi fut-elle rappelée dès le 10 mai, et remplacée, comme prévu, par des divisions françaises de cavalerie légère de la 9e et 2e armée. Mais l'opération est peu coordonnée et les destructions opérées par les Belges vont retarder leur progression. Surtout ces divisions, en partie mécanisées et hippomobiles, sont peu armées pour affronter les Panzer. Ainsi un espace de 150 km de large sur une profondeur de 100 km fut-il perméable pour un ennemi bien organisé, très armé et très décidé.

La Hollande tombe en moins de cinq jours

L'utilisation des forces aéroportées, expérimentée par les Allemands lors de la guerre d'Espagne, fut déterminante. S'assurant en 24 heures des passages sur le Rhin et sur la Meuse, elles permirent de couper rapidement le pays en deux. Bien que mal équipée, mal entraînée, la modeste armée néerlandaise, dont le commandement fut incapable de monter une manœuvre, se battit vaillamment. Ce fut au point que Hitler décida le bombardement des villes pour hâter la victoire. Celui du noyau historique de Rotterdam, réplique de Guernica, le 13 mai, est décisif; le pays capitule le 15 mai. La 7^e armée de Giraud qui devait soutenir l'armée néerlandaise avec la 1e DIM forte de 160 chars, était arrivée trop tard. La 7e DLM fut accrochée par la 9^e Panzer dans les parages de Breda et la 1^e DIM obligée de se replier sous les coups de la Luftwaffe, en l'absence de soutien de l'infanterie. Faire intervenir la 7^e armée n'aura servi à rien; armée de réserve, elle allait manquer quelques jours plus tard quand la stratégie allemande se révéla.



Centre-ville de Rotterdam après le bombardement allemand de mai 1940 et le déblaiement

DOSSIER

La Belgique est envahie, le plan Dyle menacé

Aucun plan commun n'avait pu être défini entre les troupes belges et les troupes alliées. La ligne de défense entre Wavre à Namur, sur laquelle devait s'établir la 1^e armée française, n'avait pas été fortifiée par les Belges comme prévu. Elle avait été déplacée plus à l'Est, mais, n'étant pas continue, elle pouvait être contournée; les Alliés n'en avaient pas été avertis. De plus, dès le 11 mai, elle est menacée sur son aile droite où, dans le massif des Ardennes, les unités françaises de la 9^e armée se repliaient. Ainsi le général Prioux, chef de corps, estime-t-il que « l'opération Dyle place en mauvaise posture l'élite de l'armée » et propose de se replier derrière l'Escaut. C'est une opinion que partagent le général Blanchard, le chef de la 1e armée, et le général Giraud, mais Gamelin et Georges ne veulent rien entendre. Grave erreur, car le retour sur l'Escaut aurait sans doute permis d'échapper au piège mortel dans lequel les troupes alliées étaient en train de tomber.

Premiers revers sur le Canal Albert

En deux jours, la première ligne de défense belge est enfoncée alors qu'il était prévu que la position tienne une semaine. Le Fort d'Eben-Emael, au sud de Maastricht, « le plus imprenable d'Europe », qui surplombe le Canal Albert (Liège - Anvers) et couvre la première ligne de défense, est annihilé à la suite d'un véritable exploit. Moins d'une centaine de pionniers parachutistes du commando Koch, déposés par 11 planeurs sur le toit de la forteresse et à proximité des ponts, s'emparent en 36 heures du fort pourtant gardé par 1200 hommes. Deux des trois ponts tombent intacts aux mains des Allemands; les tentatives aériennes belges, britanniques et françaises échouent à enrayer la traversée de la Meuse. Les troupes belges sont contraintes à la retraite. Pendant ce temps, d'autres commandos (opération NIWI) s'emparent de points clés dans les Ardennes et le Luxembourg (cf. infra). Dans la nuit du 11 au 12 mai, les troupes belges se retirent sur la ligne Anvers-Wavre.



Une des casemates du fort Eben-Emael



Stuka en piqué lâchant ses bombes

Les batailles de Hannut et Gembloux du 12 au 15 mai 1940

Le repli des forces belges laisse le champ libre à l'ennemi ; Liège tombe sans combats, le 12 mai. Sur la ligne Dyle, dans la trouée dite de Gembloux, passage obligé vers la France, six divisions d'élite de la 1^e armée française devaient tenir un secteur de 33 km. Le corps du général Prioux est envoyé à l'avant à Hannut entre Liège et Bruxelles où il doit tenir jusqu'au cinquième jour, de manière à permettre à la 1e armée de prendre position dans le secteur de Gembloux. C'est à Hannut qu'eut lieu la première grande bataille de chars de la campagne de l'Ouest; elle oppose, le 12 mai, les 2^e et 3^e DLM du général Prioux à la 4^e PZD de Hoepner. C'est une victoire française. Elle est principalement due à la supériorité des chars français, dont les SOMUA, malgré la supériorité de l'artillerie et de l'aviation allemandes. Mais déjà apparaissaient les handicaps propres aux forces blindées françaises face à celles de l'adversaire qui se manifesteront les jours suivants : tactiques rigides, manque d'équipement radio, l'intervention des Stukas, des canons antichars avec le redoutable « 88 ». Un autre défaut, lié à la méthode défensive sur un front continu, fut fatal, le lendemain pour le groupe Prioux. Alors que ses divisions sont alignées sur une distance de 35 km en une seule ligne de défense, Hoepner attaque, le lendemain 13 mai, avec deux divisions sur un secteur étroit défendu par la seule 3e DLM. Malgré une résistance remarquable - celle-ci perd 105 chars et en détruit 160 chez l'assaillant - elle ne parvient à empêcher la percée. Le corps Prioux doit se replier. Dans l'impossibilité de communiquer efficacement avec ses chars en raison du manque d'équipement radio, il ne peut livrer les combats de retardement qui

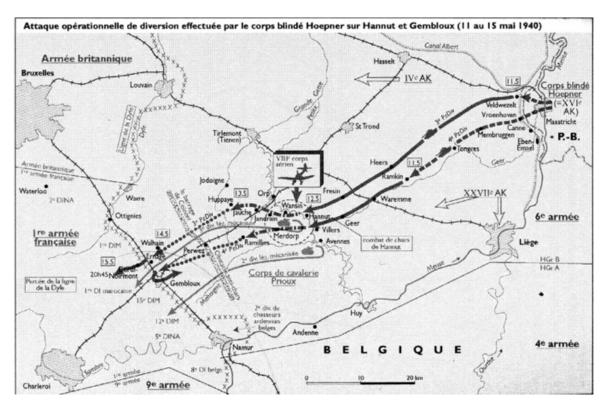
auraient ralenti l'ennemi. Ce dernier en profite immédiatement, s'insinuant entre les unités françaises qui se replient, ce qui empêcha l'artillerie de les protéger efficacement. Arrivé sur la ligne de la Dyle, dans le secteur de Gembloux, Hoepner qui veut exploiter son succès est arrêté. Il renonce à attaquer le lendemain avec ses seules divisions, attendant l'arrivée de l'infanterie quand, dans la soirée, un régiment de fusiliers qui n'avait peut-être pas été averti de l'arrêt de l'offensive, parvient à faire une percée. Les chars du corps de Prioux ayant été dispersés à l'arrière des lignes d'infanterie selon la tactique française habituelle, ce dernier ne put réagir à temps. Tout n'était pas perdu cependant. L'adversaire avait perdu beaucoup de chars et, bien qu'affaiblies, les unités blindées françaises avaient encore les moyens de réagir, quand, dans l'après-midi du 14 mai, tomba l'ordre de repli général sur l'Escaut. C'est sur son flanc droit que l'ennemi arrivait en force ; l'armée de Corap se repliait. La stratégie allemande se dévoilait ; les Alliés étaient tombés dans le piège en se précipitant en Belgique.

La percée dans les Ardennes du 10 au 13 mai 1940

Selon le « Sichelschnittenplan » de von Manstein (le plan du coup de faucille), le « Schwerpunkt », (le point fort), c'est dans les Ardennes. L'endroit avait été bien choisi ; le talon d'Achille du dispositif français se situait à l'extrémité nord-ouest de la ligne Maginot, à la jointure de la 2^e et la 9^e dans la vallée de la Bar, voisine de Sedan, où une brèche pourrait être ouverte. Encore fallait-il traverser le massif comme Guderian le pensait : en moins de trois jours.

La traversée risquée des Ardennes du 10 au 13 mai 1940

L'opération était risquée pour des raisons géographiques, la rareté et l'étroitesse des vallées, un milieu forestier que les Belges avaient fortifié, la masse d'hommes et de matériel à y faire passer. Comment passer inaperçu, éviter des attaques aériennes aux conséquences désastreuses, la résistance des forces adverses française et belge, une attaque française à partir de Montmédy? À cela s'ajoutait un laps de temps difficile à tenir : cinq jours pour traverser les Ardennes puis la Meuse, sous peine de voir le « coup de faucille » échouer, voire tomber dans un piège à la sortie si le Plan Jaune avait été éventé.



Les batailles de Hannut et Gembloux. Le Mythe de la guerre éclair de Karl-Heinz



Chars traversant les Ardennes. Bundesarchiv, Bild 1011-382-0248-33A / Böcker / CC-BY-SA 3.0

Or cette opération folle réussit. Le groupe d'armées A de von Rundstedt, composé de sept divisions de panzers et de 35 divisions d'infanterie, parvint, en 58 heures, à traverser les Ardennes sur 140 km et à atteindre les trois sites choisis. C'était Sedan au Sud pour le groupe Kleist avec trois PZD (1e, 2e, 10e PZD), Dinant au Nord pour le groupe Hoth avec deux PZD (5e et 7e PZD), Monthermé entre les deux pour le groupe Reinhardt à (6e et 8e PZD). Le groupe blindé Kleist avec ses 41000 véhicules, dont 1250 blindés, (la moitié de l'armée blindée allemande) et 134 000 hommes, avait la tâche principale.

Plusieurs raisons expliquent son succès. C'est d'abord la pratique de « l'attaque ininterrompue » ; l'avantgarde était constamment renouvelée par des équipes qui se déplaçaient en camions. Selon le principe « du sac à dos » les unités blindées allemandes étaient autonomes; les camions transportaient les munitions, les vivres, pièces de rechange et surtout le carburant ; des citernes réservoir étaient installées le long des itinéraires, de sorte que la progression ne fut jamais interrompue. La méthode de « l'infiltration », des attaques en profondeur sans tenir compte de ses flancs en vue de déstabiliser l'adversaire, de semer la panique sur les arrières, fit le reste. Ce fut permis aussi grâce aux troupes du génie qui préparent la route des blindés, construisent des passerelles, quand les ponts ont été détruits, déminent, comblent les trous. Contribua aussi au succès, l'opération audacieuse et risquée que fut NIWI: 400 hommes déposés par une centaine d'avions de reconnaissance Fieseler agissent sur les avants des 1e et 2e PZ, coupent les communications, entre autres celles des fortifications. Il y a enfin

la fougue d'un Guderian qui fit progresser la 1^e PZD en tête sans s'arrêter de jour et de nuit, avec un mot d'ordre inculqué à tous les pilotes dopés à la pervitine : « En trois jours on arrive à la Meuse ».

Cependant, quoique bien préparé, ce pari fou pouvait échouer. Le groupe n'avait que quatre routes pour traverser les Ardennes. Il y eut d'inévitables embouteillages; dès le 11 mai, entre les divisions d'infanterie et celles des blindés qui devaient progresser le plus rapidement. Le 13 mai, une colonne mesura jusqu'à 250 km, du Rhin à la Meuse. C'était une chance unique pour l'aviation alliée de faire un carnage, au moins de retarder gravement l'opération au point de compromettre la réussite du « coup de faucille ». L'absence d'attaques aériennes, ce fut le premier miracle, selon le général allemand, Blumentritt.



Guderian à Bouillon le 12 mai 1940. Deutsches

Les échecs des troupes françaises et belges dans les Ardennes du 10 au 12 mai

Dès la matinée du 10 mai, deux divisions de cavalerie légère et une brigade de Spahis pénètrent dans les Ardennes belges jusqu'au-delà de la Lesse, pour remplacer les Chasseurs ardennais. Elles sont peu armées pour affronter les Panzer; la 5^e DCL ne compte que 22 automitrailleuses, 12 chars avec des canons très insuffisants face aux canons antichars allemands.

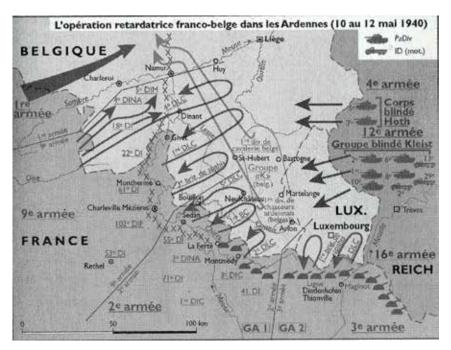
Dès la frontière du Luxembourg, la 3^e DLC (3^e armée) avait été bousculée. À la frontière belge atteinte en début de matinée, il y eut quelques accrochages à Martelange, où les Chasseurs ardennais belges, surpris, ne purent défendre la position, à Bodange à quelques km plus à l'Ouest où la résistance dura huit heures. L'ordre de repli n'avait pas été reçu en raison de la rupture des communications par les hommes de l'opération NIWI. La 5^e DCL arrivée dès le 10 mai en cours de matinée, affronte les premiers blindés allemands à 20h autour de Nives, près de la frontière puis, le lendemain, à Libramont. Repoussée vers Neufchâteau, elle ne tient que quelques heures devant les groupes ennemis qui pratiquent avec succès la méthode de l'infiltration, tandis que les chars commencent à l'encercler. La division se replie dans un certain désordre vers Bouillon de l'autre côté de la Semois, poursuivie, et parfois devancée par trois compagnies ennemies. Les gorges de la Semois sont le dernier obstacle naturel avant Sedan.

Au même moment, sur l'aile droite de la 5^e DCL, la 1^e DCL et les Spahis ont eu ordre de se replier, eux aussi, derrière la Semois. Parvenu en début de soirée à Mouvaize sur la Semois, le premier escadron de Spahis a la surprise d'être accueilli par des tirs; l'ennemi était arrivé avant lui. Le bataillon de moto-

cyclistes du groupe « Wietersheim », profitant d'une brèche ouverte entre la 3e brigade de Spahis et la 5e DLC, s'était emparé du pont de Mouvaize sur la Semois quelques minutes avant. Surprise, affolement des chevaux, panique; on se replie sur Sugny de l'autre côté du cours d'eau. Les communications avec la 5^e DCL sont perdues de même qu'avec le PC de la 9e armée ; le colonel Marc, commandant de la brigade, décide de passer la Meuse au matin du 12 mai pour se rendre à Poix Terron, sa base de départ. Opération prématurée. Les communications rétablies, il a ordre de repasser la Meuse. Pendant ce temps, la 5^e DCL s'était repliée dans la ville de Bouillon. Trois compagnies allemandes avaient attaqué en soirée, mais avaient été arrêtées par les tirs de l'artillerie lourde française depuis la frontière. Lorsqu'elles reprirent le combat au matin, Bouillon était vide, la 5^e DCL avait eu ordre de gagner la France dans la nuit. Y a-t-il un lien entre les deux replis, celui des Spahis a-t-il entraîné celui de la 5^e DCL dans la ligne de la doctrine française du front continu? En tout cas la Semois étant abandonnée, les Panzer peuvent se lancer vers la Meuse.

Deux groupes sont envoyés par Guderian dès la soirée du 12 mai vers la Meuse. Le premier y parvient à 18h15 et occupe la partie de Sedan située sur sa rive droite. Pari réussi. Le corps blindé Guderian était arrivé sur la Meuse en 57 heures, en moins de deux jours et demi. Restait à passer la Meuse dont tous les ponts avaient sauté.

Ce pari fou aurait pu échouer cependant si l'on avait fait confiance aux multiples voix qui s'étaient élevées bien avant.



Dans les Ardennes du 10 au 12 mai 1949 « Le mythe de la guerre éclair de Karl-Heinz Frieser Belin 2015 carte 22

DOSSIER

Les voix de Cassandre

Les avertissements n'avaient pas manqué pour alerter le GQG. Le colonel Bourguignon avait montré, dans les années 30, que la traversée des Ardennes était possible pour des blindés; les généraux Petrelat et Hering, lors d'exercices sur carte organisés par le Conseil supérieur de la guerre depuis 1937-38, avaient imaginé qu'une opération allemande à travers les Ardennes en direction de Sedan était possible en 60 heures. Le général Gamelin déclara : « C'est du roman »⁵. Il n'en fut pas tenu compte et ce fut classé. Pour ceux qui estimaient pourtant que la traversée était possible, elle ne pouvait se faire en moins de cinq jours, neuf jours pour le général Georges.

Peu avant l'offensive et dans les tout premiers jours, les avertissements avaient été nombreux et explicites. Dès le mois de mars 1940, le capitaine Paillole, responsable du service de l'état-major de l'armée de contreespionnage contre l'Allemagne, a la conviction que l'armée allemande se prépare à attaquer massivement dans les Ardennes en contournant la ligne Maginot. Gamelin est informé, mais il n'y croit pas, persuadé de l'inviolabilité des Ardennes pour les blindés⁶. Le 1^{er} mai 1940, l'attaché militaire français à Berne informe Gamelin que : « l'armée allemande attaquera entre le 8 et le 10 mai sur l'ensemble du front avec effort principal à Sedan », selon des sources crédibles allemandes et suisses du réseau antinazi de Hans Haussmann. Manœuvre de désinformation de l'ennemi pour le Haut Commandement. La veille, le capitaine Michel de Lombarès (3^e bureau de la 2^e armée), informé par un contact belge de l'imminence de l'offensive, ne put avertir le général Huntzinger attendu à un spectacle à Vouziers avec une grande partie de son État-Major⁷. Manifestement, on ne s'attendait pas à une attaque allemande. Pour les fêtes de la Pentecôte (le 12 mai 1940), 20 % des effectifs chargés de défendre la Meuse et les Ardennes étaient en permission, de même que les généraux Billotte, Pétrelat et Besson qui commandent l'essentiel des divisions françaises.

Lorsque, le lendemain, à l'aube, commence l'offensive allemande, le GQG est averti que : « l'effort principal s'exerce de Maastricht à Nimègue et qu'un effort secondaire mais très puissant se prépare à l'Ouest du Luxembourg à travers les Ardennes ». D'importants mouvements en direction de l'ouest sont constatés dans le Luxembourg ; la cavalerie légère française est forcée de se replier dès le soir du 10 mai, le lendemain elle est repoussée jusqu'à Bouillon à proximité de la frontière française. Dans la nuit du 11 au 12 mai, un pilote de la reconnaissance aérienne signale la progression de nombreux véhicules, tous feux éteints,

un autre, « une concentration effrayante de blindés ». Absurde pour certains services de renseignements. La progression allemande est encore plus nette, le 12 mai ; les quatre divisions de Panzer progressant vers Dinant sont observées par le lieutenant Chery qui sait reconnaître des chars pour y avoir été affecté. Mêmes réactions, il ne peut s'agir que de véhicules de reconnaissance. Le général Georges, informé de la situation préoccupante sur l'aile gauche de la 2^e armée, avertit Gamelin. Mais, pour lui, c'est en Belgique que se joue la partie ; il faut se préparer cependant à une action éventuelle contre la ligne Maginot⁸. Au général La Fontaine de la 55e division d'infanterie en face de Sedan, qui se rend compte de la concentration importante de troupes allemandes, dès le 12 mai, le général de corps, Gransard, affirme « il faudra des semaines pour traverser la Meuse puisque les ponts ont sauté ». Autant de « Cassandre » dont les voix ne furent pas entendues ; c'était trop contraire au dogme de l'inviolabilité des Ardennes. Transmissions insuffisantes, carences de services de renseignements, informations venant de sources étrangères non prises au sérieux, négligences, voilà des raisons de la défaite. Et il y a l'entêtement de Gamelin ; pour lui tout est conforme à ce qu'il avait prévu. La Meuse étant en soi un obstacle naturel antichar, la destruction des ponts interdisant la traversée, c'était une ruse de l'ennemi. Mais, dira-t-on, les messages échangés entre les unités allemandes ne furent-ils pas interceptés? Les Allemands avaient changé de code dès le début de l'offensive; ce dernier ne fut déchiffré que le 20 mai alors que Guderian attei-

Pouvait-on encore réagir à temps si la situation réelle avait été comprise ? Pour l'aviation, c'était l'occasion de stopper la progression des Panzer dans les vallées encaissées des Ardennes. Encore fallait-il disposer, sur le champ, de bombardiers efficaces et d'une concentration de chasseurs suffisante; l'intervention de l'aviation alliée, deux jours plus tard, montra ses limites. La progression allemande aurait pu être au moins retardée, ce qui aurait donné le temps à l'État-Major français de mobiliser des unités suffisantes pour contre-attaquer. Ce fut en effet un miracle pour l'adversaire (cf. infra). Encore fallait-il franchir le fleuve dont tous les ponts avaient été détruits dans la journée du 12 mai.

La Meuse, un secteur peu protégé

gnait la Manche.

Le fleuve constituait un autre obstacle stratégique de taille. Entre Charleville et Givet, la Meuse encaissée dans le massif cristallin sur 75 km avec, localement, des escarpements très abrupts de 200 m de dénivelé, large de 60 à 70 m ne pouvait être traversée une fois les ponts détruits. C'était la conviction de Gamelin et de l'État-major. D'autre part, de nombreux blockhaus protégeaient ses rives, des batteries d'artillerie et des troupes. Lui-même, dès sa prise de fonction, avait ordonné de fortifier la « ligne prolongée » qui commence à partir de la forteresse de la Ferté (bloc 505) à l'extrémité ouest de la Ligne Maginot, à 20 km de Sedan. Mais ces fortifications se limitaient à de petits blocs en béton bien camouflés, mais peu solides, à raison de un à quatre blocs par kilomètre. Deux ans plus tard il avait été décidé de les renforcer et de construire une deuxième ligne de défense à l'arrière; mais le secteur de Sedan fut placé en dernière ligne. Quand se déclenche l'attaque allemande les travaux, retardés par un hiver rigoureux, ne sont pas achevés; les circuits téléphoniques sont encore en lignes aériennes dans le secteur de Charleville-Mézières et Sedan. Le député Taittinger, en visite d'inspection en mars 1940, avait signalé la faiblesse des défenses de Sedan, ce qu'avait réfuté le général Huntzinger chargé de défendre cette frontière. Ce fut ainsi, pour les Allemands, le deuxième miracle selon Blumentritt. Leurs premières inspections avaient montré que cette Meuse si redoutée n'était que faiblement fortifiée, les casemates inachevées se voyaient de loin et étaient tenues par des soldats peu aguerris. La trouée de Gaulier où se fera l'une des percées ne comportait aucun blockhaus sur 1,5 km et le terrain était très peu miné. L'ennemi avait choisi cet endroit et s'était intensément préparé à la traversée.

Pas assez d'hommes, pas assez d'armes

Faibles défenses, mais aussi faibles ressources en hommes entre Dinant et Longuyon, c'était bien connu de l'adversaire. La 2^e armée du général Huntzinger et surtout la 9^e du général Corap étaient formées d'unités de série B, réservistes pour la plupart, y compris les officiers. De plus, elles étaient mal équipées et avaient à défendre un secteur bien trop vaste, 10 à 15 km en moyenne par division — 20 à 40 km pour certaines alors que la norme était de 6 km. Leur armement était vétuste, les batteries DCA très insuffisantes. Six divisions disposaient de 149 canons antichars, alors que chaque division de Panzer en possédait 72 chacune, soit plus de 500 en tout ; trois bataillons de 153 chars légers devaient affronter près 1000 panzers. Le déséquilibre était abyssal. Corap avait signalé les carences de l'armée qui lui avait été confiée sans être entendu. De plus les transmissions étaient très insuffisantes, le PC de la 9^e armée trop éloigné, à Vervins à plus de 70 km de Sedan. Avant que l'information ne parvienne et que l'ordre soit donné pouvaient s'écouler plus de 24 h; entre-temps, à l'époque des blindés, la situation sur le terrain avait changé. On ne joua pas selon le même rythme.

À Sedan où va se faire la percée, un secteur qu'on pensait à l'abri de toute attaque, où le même ennemi avait percé en 1914, où Mac Mahon avait subi une défaite catastrophique, dans ce secteur avaient été positionnées deux divisions d'infanterie sous-équipées ; le général Lafontaine commandant la 55° DI était déjà âgé, 58 ans ; 4 % des officiers seulement étaient d'active. C'est face à ces deux divisions que vont déboucher les trois divisions de Panzer de Guderian. De plus, Sedan, c'était à la charnière des deux armées, un point toujours fragile où la coordination des opérations peut être délicate.

Conclusion

Les Alliés sont tombés dans le piège. Deux graves erreurs avaient été commises : l'entrée en Belgique et Pays-Bas, l'envoi de la 7^e armée, armée de réserve, vers les Pays Bas. L'impréparation des Alliés dont les premières batailles révèlent les faiblesses, les carences du Haut Commandement qui tarde à comprendre le jeu des Allemands, leur chance insolente dans l'impossible traversée des Ardennes par le gros de leurs divisions blindées, c'était très mal parti pour les Français.

Cependant la traversée de la Meuse demeure une épreuve capitale. Là se joue le sort de la guerre à l'Ouest et, malgré la faiblesse des forces françaises en hommes et en armes sur ce secteur du front, rien n'était encore joué.

> Jean-Marie Montavon, professeur agrégé de géographie

/ Suite du DOSSIER dans le Courrier du Mémorial nº38 à paraître en novembre 2021

Le chemin de la mémoire



Pourquoi ce chemin de la mémoire?

Le Chemin de la Mémoire et des Droits de l'Homme est l'aboutissement en 2004, d'un dialogue franco-allemand étroit entre le CIDH et de nombreux partenaires impliqués dans le travail de mémoire. Cette construction transfrontalière continue et se développe aujourd'hui sur le plan européen.

C'est la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 qui pose le cadre de cet « idéal commun ».

« La paix est une construction continuelle qui fait appel à la raison, au courage et à la volonté réciproque. Cela nous est rappelé par les philosophes et l'histoire de l'humanité. Le désir de paix est en chacun de nous et il doit constamment se confronter aux passions destructrices humaines. La paix est le résultat d'un engagement individuel et collectif que ce parcours nous démontre. Mettre en lumière toutes le énergies positives déployées pour rétablir la dignité, la liberté et la justice, hier comme aujourd'hui, est un hommage aux capacités d'intelligence, de courage et de fraternité de chaque humain. »

La présidence collective du CIDH





L'inauguration du chemin de la mémoire le 10 octobre 2020 au CIDH



Chemin de la mémoire et des droits de l'homme, S. Kuntz

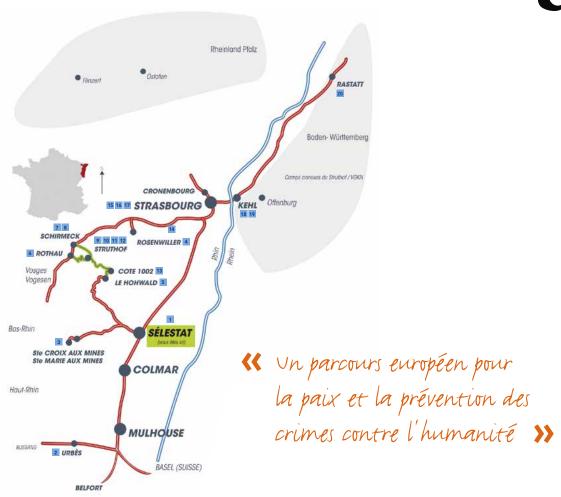
Identifiant d'après une peinture originale de Sébastien Kuntz

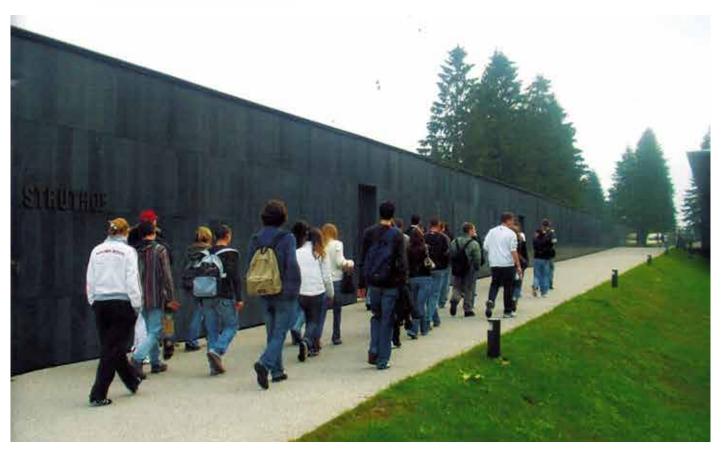
Les Limbes, création de Sébastien Kuntz, est l'emblème du parcours européen pour la paix et la prévention des crimes contre l'humanité. Il marque chaque étape du chemin et constitue un appel vibrant à la vigilance et à la tolérance. Cette œuvre sensible, inspirée de la Divine Comédie de Dante, symbolise l'errance des âmes dans la violence de l'histoire et nous étreint le cœur face à l'inexorable cheminement humain. Ce parcours nous rappelle que la souffrance a aussi côtoyé la résistance à l'abomination et la lutte pour la dignité. Il nous transmet la responsabilité de construire un futur de paix.

Livret réalisé pour la journée de commémoration des 75 ans de la libération des camps et des prisons nazis initialement prévue le 15 novembre 2020 (et reportée en 2021 en raison de la pandémie) par des bénévoles du Centre International d'Initiation aux Droits de l'Homme (CIDH) à Sélestat (Agnès Engel, Bernard klingelschmidt, Anne Lorber, Annelise Mogultay, Christine Romanus, Helga Schmidt, Béatrice Siebold) et avec ses partenaires du comité de pilotage : AFMD 67 (Marie José Masconi), AFMD 68 (Arlette Hasselbach), CERD (Marie Janot), ONAC (Perrine Lethenet), AMAM (Marcel Spisser), Club Vosgien (Alain Roth) avec les sources bibliographiques consultables dans le QR Code.

Le Centre International d'Initiation aux Droits de l'Homme







Quelques étapes... parmi les 20 proposées

Étape 1. Sélestat / CIDH (Alsace 67)

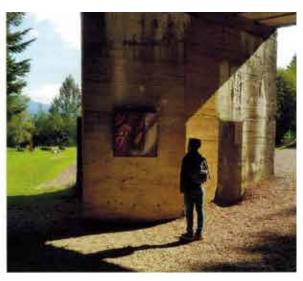
Le Centre International d'initiation aux Droits de l'Homme (CIDH) est une association créée en 1984 à Sélestat. Elle est reconnue d'utilité publique, avec un agrément Éducation Nationale, Jeunesse Éducation Populaire et UNESCO. Centre pédagogique de ressources, il propose ouvrages, jeux, expositions, centrés sur les droits humains et aide à développer des projets d'éducation citoyenne. Ses missions:

- Informer : Bibliothèque de prêt sur les Droits Humains, Chemin de la mémoire, bibliothèque pour enfants et jeunes, site internet et facebook.
- Animer au travers d'expositions, films, conférences. Accueil d'écoles, de groupes ou de visiteurs individuels sur rendez-vous.
- Accompagner et former des personnes ou des groupes, en particulier des enseignants, des animateurs et des associations.



Étape 2. Urbès / Le tunnel (Alsace 68)





Le tunnel d'Urbes est l'un des 50 camps annexes du KL Natzweiler-Struthof; il a été ouvert en mars 1944 pour y installer une usine de moteurs Daimler-Benz pour l'aviation allemande. Plus de 2570 déportés, provenant d'autres camps, y ont travaillé dans des conditions terribles. Il a été évacué fin octobre 1944, vers d'autres camps. Ce site historique est la porte sud du Chemin de la mémoire et des Droits de l'Homme. Il a obtenu le Label du Patrimoine Européen en 2018. Des fresques illustrent le travail de mémoire réalisé par des élèves et d'autres œuvres y seront les bienvenues. Un sentier d'interprétation pédestre de 4 km, au départ de la Place de l'église, permet de découvrir l'histoire de ce lieu qui devait relier l'Alsace à la Lorraine par voie ferrée dès 1932.

Étape 4. Rosenwiller / Cimetière juif (Alsace 67)

Le terrain a vraisemblablement été accordé à la communauté juive avant 1366 ; il compte environ 6 500 tombes. C'est l'une des importantes nécropoles juives d'Alsace. Elle abrite une stèle de granit noir édifiée à la mémoire de 174 Juifs originaires de 14 communes voisines et disparus dans les camps nazis. Dès juillet 1940, l'Alsace et la Moselle annexées de fait par le régime nazi, sont déclarées « Judenrein » (« vidées de leur population juive »). Tous les Juifs sont expulsés vers les autres départements français. À compter de la fin 1942, l'ensemble du territoire français est occupé. Les Juifs ne sont plus en sécurité nulle part. Les arrestations se multiplient, suivies des déportations vers les camps d'extermination où la plupart de ces derniers sont assassinés.

La dernière gardienne du cimetière fut Caroline Bloch. Elle décéda en juillet 1945, moins de 15 jours après son retour de Cesancey (Jura) où elle avait trouvé refuge avec sa famille après l'expulsion des Juifs d'Alsace en 1940. La douleur d'avoir perdu Isidore et Julie, deux de ses enfants, ainsi que Benoît son petit-fils et Sarah sa belle-fille dans les camps de concentration, a eu raison de cette femme si énergique. Sa petite-fille, Simone Polak, rescapée d'Auschwitz, transmet avec force la mémoire des camps et son vécu aux générations actuelles.





Étape 8. Schirmeck-La Broque / Le camp de sûreté - Vorbrück (Alsace 67)



Vue aérienne du camp

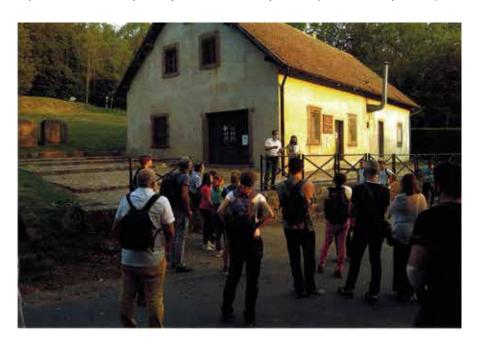


Aujourd'hui, la maison face à la stèle de la rue du Souvenir est un vestige toujours visible (Kommandantur à l'entrée du camp de sûreté)

Dans l'Alsace annexée en toute illégalité en 1940, toute trace française doit disparaître. Une législation raciale est imposée. Le parti nazi s'implante, ses organisations quadrillent l'espace social et politique, et fait face à une population majoritairement récalcitrante à la nazification imposée, puis à l'introduction de l'incorporation de force. Le Gauleiter Wagner implante dès 1940 à Schirmeck-la-broque un camp de sureté (Sicherungslager Vorbrück-Schirmeck) commandé par le SS Karl Buck, qui fait preuve d'une extrême brutalité pour mater la population par la terreur. Le tri va se faire entre ceux pour qui la « rééduaction » permet d'être relâchés, et les autres, les fortes têtes en transit qui sont déportés ensuite au Struthof ou dans un camp de la mort en Allemagne (Dachau ou Ravensbrück). Au total plus de 15 000 personnes sont passées par ce camp, essentiellement des Alsaciens et Mosellans mais aussi des Russes, des Polonais et des Juifs de tous les pays. Le portail de l'ancien camp de sécurité se trouve actuellement sur le bâtiment de Médiathèque de Schirmeck.

Étape 11. Natzweiler-Struthof / La chambre à gaz (Alsace 67)

Située à l'extérieur du camp, la chambre à gaz est aménagée en avril 1943 dans l'ancienne salle des fêtes de l'auberge du Struthof. Contrairement aux centres de mise à mort nazis en Pologne, les SS n'y pratiquent pas de gazages de masse. De taille réduite, 9m², elle est destinée aux expériences pseudo-scientifiques menées par le professeur Bickenbach sur le gaz de combat phosgène, et dont sont victimes des déportés tsiganes ou de droit commun ainsi que pour la constitution d'une collection de squelettes voulue par le professeur Hirt pour laquelle 86 déportés juifs sont gazés.



Étape 15. Strasbourg / Hôpital civil - Institut d'anatomie (Alsace 67)

L'institut d'anatomie de la Reichsuniversität Straßburg est dirigé de 1941 à 1944 par le professeur HIRT, anatomiste réputé, enseignant-chercheur nazi. Pour cet idéologue de la « pureté de la race » et de la « solution finale », il fallait conserver des traces biologiques justifiant les génocides Juifs, Tsiganes et Slaves, pour le bien du Reich et de la science. 86 personnes sont assassinées dans la chambre à gaz installée en 1943 au KL Natzweiler-Struthof. Ils n'avaient pas de noms mais ils avaient des numéros. Les squelettes des 29 femmes et 57 hommes, tous juifs ou d'origine juive, devaient enrichir la collection anthropologique de l'institut. Leurs noms ont été retrouvés après de longues recherches et sont gravés sur une stèle à côté de la chambre à gaz du Struthof ainsi qu'au cimetière juif de Cronenbourg.



Étape 18. Kehl / Pile du Pont de l'Europe (Baden-Württemberg - Allemagne)

Neuf membres du Réseau Alliance, spécialisés dans le renseignement militaire, ont été exécutés le 23 novembre 1944 par la Gestapo. Arrêtés dans toute la France entre 1943 et 1944, ces hommes devaient être jugés par le *Reichskriegsgericht*, juridiction suprême du Reich. Mais aucun procès n'a eu lieu. Quelques heures avant la libération de Strasbourg, les neuf détenus ont été extraits de la prison de Kehl pour être assassinés près du pont. Leurs corps ont été jetés dans le Rhin. Une plaque leur rendant hommage fut apposée à l'initiative de l'Association des médecins de Kehl.





Étape 20. Rastatt / Château résidentiel - Mémorial des archives fédérales pour les mouvements de liberté dans l'histoire allemande (Baden-Württemberg - Allemagne)

Le 9 mai 1849 débute dans la cour d'honneur du château l'insurrection des soldats de la garnison de Rastatt. Ils se rallient au Parlement de Francfort qui revendique une constitution libérale. Durant l'occupation par les Prussiens, Rastatt est le quartier général des combats pour la liberté. 100 ans plus tard, Rastatt reste le centre de la lutte pour la démocratie et l'État de droit : les responsables SS du camp du Struthof y sont jugés entre 1946 et 1954 par un tribunal militaire. Aujourd'hui, deux expositions permanentes mettent en parallèle la révolution de 1848/49 et la révolution de 1989/90. Un important fonds documentaire, écrit et audiovisuel, est mis à disposition des scolaires pour étudier les lents et difficiles combats pour la liberté, la démocratie et la construction de l'unité allemande mais aussi les dangers qui les menacent. Par ailleurs, le Mémorial invite tout public aux conférences, projections de films, journées à thème pour une réflexion approfondie sur les valeurs fondamentales des droits de l'homme.





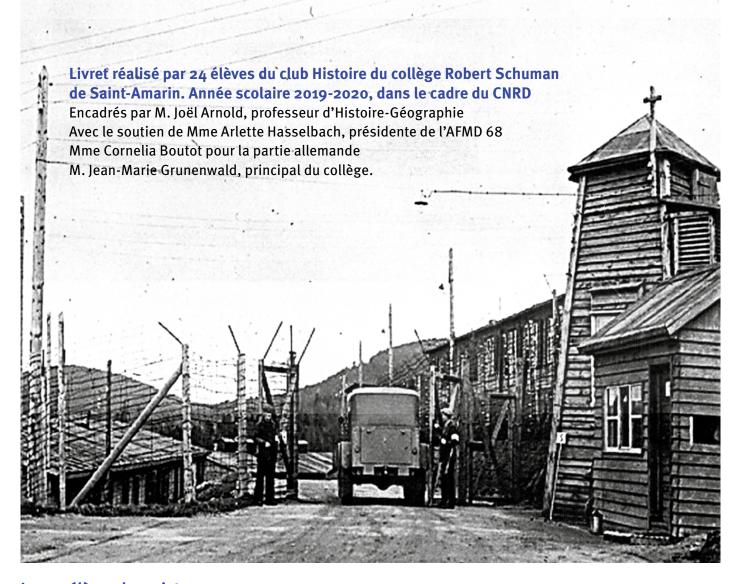
Collège Robert Schuman de Saint-Amarin:

Un travail pédagogique hors pair



« SUR LES TRACES DE MARTIN WINTERBERGER »

- où la mise en relief de l'unique évasion réussie du Konzentration Lager Natzweiler Struthof - dans un processus de compréhension, de refus et de résistance face à l'annexion de fait et à la germanisation forcée de l'Alsace à partir de 1940.



Les 24 élèves du projet

Arnaud Bossa, Mary Hemberger, Dylan Keller, Léonie Koehl, Clémence Risacher, Maxence Schubnel-Simon, Léna Lau, Zoé Schentzel, Stéphane Muller, Théo Fischer Bressan, Florian Metaj, Quentin Studer, Pauline Tiziani, Nadia-Cérine Rahim, Amélie Rosochacki, Clara Abruzzi, Lucile Wassmer, Sarah Del Medico, Lisa Haller, Manon Spetz, Matteo Molinari, Alexis Hansberger, Axel Chureau, Fernand Holtz.

Dans le cadre du CNRD (Concours National de la Résistance et de la Déportation) une équipe du collège de Saint-Amarin a réalisé un travail de recherche tout à fait remarquable, travail qui s'est concrétisé par la réalisation d'une brochure de 28 pages (voir couverture ci-contre).

Ce livret retrace la seule évasion réussie du camp de concentration KL Natzweiler Struthof, préparée par un déporté alsacien, Martin Winterberger, ainsi que par quatre autres compagnons: Karl Haas, Joseph Mautner, Joseph Cichosz et Alfons Christmann.

Il est centré autour de trois mots-clés : Comprendre les particularités de l'Alsace en 1940 par son annexion de fait au IIIème Reich; Refuser l'occupation allemande, la germanisation et la nazification de l'Alsace; Résister, par des actes, à l'oppression allemande.

Ce projet a rassemblé 24 élèves de quatre classes de Troisième du collège. Le club Histoire à permis ce travail avec un fonctionnement hebdomadaire d'une heure entre octobre 2019 et mars 2020, en complément des heures d'enseignement d'Histoire. Ces séances, indispensables pour un travail collectif cohérent, ont permis les échanges et réflexions avant la mise en commun, mais la grande majorité du travail fourni s'est cependant réalisée sur des temps personnels et il faut saluer l'implication des élèves qui sont tous restés fidèles aux objectifs de ce projet.

Le choix de la thématique « Sur les traces de Martin Winterberger » a sciemment été retenu dans le cadre du thème du CNRD, pour deux principales raisons :

• Rappeler tout d'abord la situation particulière des trois départements annexés « de fait » par les nazis

- à partir du 20 juin 1940, date à laquelle la population devient Volksdeutsche et n'est plus considérée française. Entrer en résistance dans ces circonstances était une prise de risque totale, sanctionnée par la déportation, y compris de toute la famille.
- Démontrer également comment un alsacien, Martin Winterberger, va comprendre cette situation nouvelle puis s'engager dans une trajectoire de résistance allant de 1940 à l'évasion réussie du KL Natzweiler-Struthof en 1942. Sa résistance a été sanctionnée par l'internement au camp de rééducation nazi de Schirmeck puis au camp de concentration du KL Natzweiler-Struthof. Son engagement de résistant va ensuite continuer par sa participation, avec la 1ère Division Française Libre, au Débarquement en Provence et à la libération de l'Alsace en 1944.

Notre histoire régionale se devait de mettre à l'honneur la seule évasion réussie du KL Natzweiler-Struthof, évasion mûrement réfléchie et préparée par cinq déportés de ce camp nazi, dont Martin Winterberger, l'alsacien, qui a été déporté pour faits de résistance successifs dès sa compréhension et son refus des conditions spécifiques de l'armistice de 1940 en Alsace.

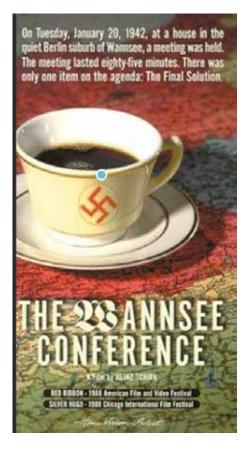
Martin Winterberger, de sa démobilisation de l'armée française en 1940 à son retour en Alsace et une première arrestation en avril 1941, puis un incroyable engagement constant jusqu'en 1944, symbolise ainsi parfaitement les mots-clés proposés par le CNRD. Les élèves ont été passionnés par son courage, sa constance et sa volonté de rester fidèle à des valeurs patriotiques et démocratiques.



Club Histoire du collège Robert Schuman de Saint-Amarin

« La Conférence de Wannsee, 20 janvier 1942 »

Le mardi 20 janvier 1942, dans une maison d'un faubourg tranquille de Berlin à Wannsee, s'est tenue une conférence. La conférence a duré quatre-vingt-cinq minutes. Il y a eu un seul sujet à l'ordre du iour : La Solution Finale



Téléfilm austro-allemand de Heinz Schirk. 1984

En juillet 1941, le SS Reinhard Heydrich est le collaborateur direct de Himmler. Il est chargé par Göring de préparer «la solution finale de la question juive en Europe », ce qui signifie en finalité l'extermination de plus de onze millions de personnes.

Le 20 janvier 1942, quinze hauts dignitaires nazis se réunissent dans une élégante villa près du lac de Wannsee dans les hauteurs proches de Berlin à l'invitation du chef de l'Office Central de Sécurité du Reich, le Reichssicherheitsamt (RSHA) Reinhard Heydrich. Les dirigeants les plus importants, Hitler en premier, sont évidemment absents, mais les hommes présents n'en sont pas moins des rouages importants du IIIème Reich. Secrétaires d'Etat et responsables d'organes du Parti nazi se retrouvent pour se concerter sur ce que va devenir le plus grand meurtre de masse du XXème siècle.

À l'ordre du jour figure le plan du génocide dans sa dimension européenne. Les exécutions de masse ont déjà été déclenchées depuis six mois en Union Soviétique. Les déportations ont commencé et Chelmno, le premier camp d'extermination est en activité depuis six semaines. Dans les pays occupés de l'Est de l'Europe, la Wehrmacht et la Gestapo s'embarrassent rarement d'artifices de procédure : ils massacrent et envoient en déportation des populations entières.

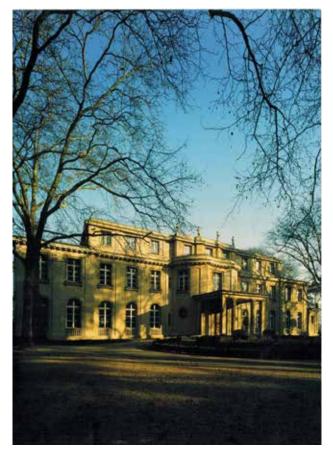
Cette conférence marque donc la première rencontre au plus haut rang entre les délégués de la bureaucratie ministérielle et la SS L'objectif de Heydrich est d'informer les participants de la Mission que vient de recevoir la RSHA: décider et mettre en place les modalités concernant la solution finale du problème juif, c'est-à-dire l'élimination de tous les Juifs d'Europe. Heydrich doit donc s'assurer de la collaboration de tous les ministères, sans quoi il lui est impossible d'exécuter ses plans. Les participants de la Conférence n'ont pas à décider, leur rôle consiste uniquement à délibérer sur les conditions d'exécution d'une décision déjà prise par Hitler. Ce dernier ne met jamais par écrit ses ordres concernant les affaires

Le SS Adolf Eichmann, Chef du Service IV (Affaires juives et évacuations) participe à cette Conférence et en rédige le compte-rendu. Ce document protocolaire est réalisé en 30 exemplaires. Il est considéré comme le plus honteux de l'histoire contemporaine, par son expression la plus emblématique et la plus programmatique du génocide, tel qu'il a été opéré par les nazis.

En 1947 dans les archives du Ministère des Affaires étrangères allemandes, un seul document du compte-rendu a été retrouvé. C'est le seul exemplaire ayant échappé à la destruction. Il portait le numéro 16 sur les 30 originaux existants.

Comme Eichmann le confirmera plus tard, lors de son procès à Jérusalem, on parla ouvertement à la Conférence de Wannsee sur les différentes méthodes techniques d'extermination.

La conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 aura duré 1 heure et demie.



Palais de Wannsee

Le génocide perpétré par les nazis a coûté la vie à environ six millions de Juifs.

Si la destruction des Juifs d'Europe ne commence pas à Wannsee, c'est là, cependant qu'elle a pris un tour radical et devient réellement le but final, c'est-à-dire n'épargnant plus aucune catégorie.

Aujourd'hui, le génocide juif interpelle la conscience universelle en raison de son ampleur, de ce qu'il révèle d'inquiétant sur l'homme et son impuissance à empêcher d'autres massacres et génocides dans d'autres régions du monde. L'étude de ce génocide, si elle passe par une leçon d'histoire, est aussi une leçon morale et civique qui enseigne que la valeur fondamentale de notre existence est le respect absolu de la personne humaine.

En 1992, à l'occasion du 50ème anniversaire de la Conférence de Wannsee, le lieu de mémoire et d'apprentissage « Maison de la Conférence de Wannsee », Gedenk und Bildungsstätte Haus der Wannsee-Konferenz, a été ouvert à Wannsee.

Ce haut lieu est financé par l'État fédéral et le Land de Berlin. Plus de 120 000 personnes, pour moitié des étrangers, visitent chaque année la Villa. Parmi ces visiteurs, 60 % sont accompagnés dans le cadre d'un programme pédagogique lors de séminaires, de visites guidées ou de travaux encadrés en petits groupes.

Sur le plan international, ce travail est reconnu, comme le montre les nombreuses activités des séminaires de formation, de médiateurs et professionnels étrangers.

Si vous venez à Berlin, n'hésitez pas à visiter ce Haut lieu de Mémoire.

Am Grossen Wannsee-56-58 - 14109 Berlin

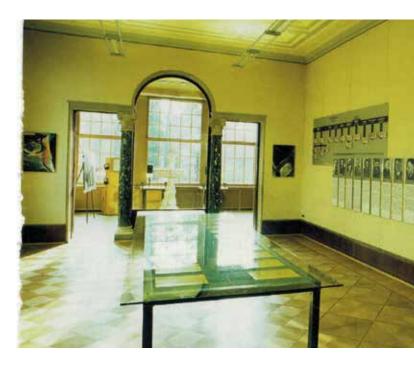
Je dédie cet article à Monsieur Kampe, ancien Directeur de la Maion de la Conférence de Wannsee qui nous a recu très chaleureusement en 2010.

En octobre 2011, nous avons eu l'honneur de recevoir Monsieur Kampe, lors d'un séminaire européen organisé par le Centre International des Droits de l'Homme de Sélestat et des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation Département 67.

> Jean-Michel Roth, AMAM et AFMD 67

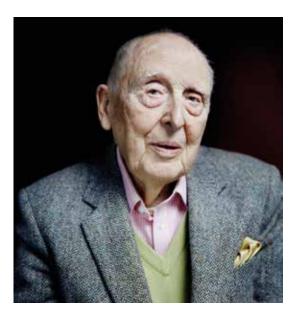
	Land	Zahl
A-	Altreich	131.80
	Ostmark	43.70
	Ostgebiete	420.00
	Generalgouvernment	2.284.00
	Binlystok Protektorat Böhmen und Mähren	74.20
	Estland - judenfrei -	14.20
	Lettland	3.50
	Litauen	34.00
63	Belgien	43.00
	Dinemark	5.60
	Frankreich / Besetztes Gebiet	165.00
15 6	Unbesetztes Gebiet	700.00
100	Griechenland Nicderlande	69.600
151	Norwegen	160.80
	Morwagen	1.00
В.	Bulgarien	48.00
	England	330.000
	Pinnland Irland	2.300
Vicio	Italien einschl. Sardinien	58.000
	Albanien	200
	Kroation	40.000
	Portugal	3.000
	Rumdinion cinschl. Bessarabien	542.000
	Bohweden	8.000
	Schweiz	18.000
	Serbien	10.000
0	Slowakei Spanien	88.000
	Türkei (europ. Teil)	55.500
line.	Ungarn	742.800
188	Udssr	5,000,000
	Ukraine 2.994.684	7.000
	Weißrußland aus-	S. Carlotte
	schl. Bialystok 446.484	
e o	Zunamen: ther	11,000,000

Répartition par pays de la solution finale du problème juif en Europe (conférence de Wannsee)



la salle de réunion

« La fraternité de la peur et de l'espoir »



Daniel Cordier © Lea Crespi

« La Résistance était un bloc ». Cette affirmation répétée que mille faits historiques contredisent, contient une vérité intime : celle de nos souffrances partagées. La clandestinité exigeait un fractionnement de nos activités en groupes de quelques personnes. Mais ce que chacun d'entre les résistants nomme dans son cœur « la Résistance », ce sont les camarades à qui il était soudé par la fraternité de la peur et de l'espoir. Si au-delà des mots, j'essaie de scruter l'obscurité de ma mémoire, apparaissent d'abord pour moi, en Angleterre, mes compagnons de la France libre de juin 40 puis, à partir de juillet 42, la vingtaine de volontaires qui m'ont aidé, à tout va, en France, dans la tâche qui nous avait été assignée.

Aussi comprendra-t-on le souvenir lumineux que je conserve de cette période atroce. Je crois que, dans tous les autres groupes de la clandestinité, qu'ils aient ou non fait de la politique, il en est allé de même. Chacun d'eux a connu le sentiment d'une unité réelle, en dépit, bien souvent, d'une grande diversité: les étoiles n'ont pas besoin d'être identiques pour illuminer la même nuit. C'est pourquoi lorsque l'on touche à la Résistance, chaque ancien résistant se sent atteint dans sa propre

existence. En dépit de tout, nous étions unis contre ceux que nous avons combattus et dont nous sommes séparés à jamais par la muraille des corps de nos martyrs.

Ce simple fait est sans doute difficilement compréhensible, mais aujourd'hui encore, avec les camarades que je rencontre de temps à autre, nous ne parlons pas de la Résistance. Nous savons pleinement ce qui nous a unis et qui demeure entre nous : le moindre mot serait une trahison du passé. Si vous vivez un grand amour, vous n'en parlez pas. Une fois mort, il devient le rêve d'un passé regretté. Il en va de même des œuvres d'art : que dire devant le Parthénon ou de la cathédrale de Chartres ? J'ai passé des heures dans cette dernière en y vivant une expérience esthétique incommunicable : celle d'un arrachement à soi-même. Ces heures sont fragiles, on peut les détruire ; seul le silence est capable de les conserver.

Daniel Cordier, Extrait paru dans le « Monde » du 22/23 novembre 2020

Issu de conversations que Daniel Cordier a menées avec l'historien Paulin Isnard pendant plusieurs années. De l'Histoire à l'histoire a été publié chez Gallimard. Extrait des pages 13-14.

Directeur de la publication : Marcel Spisser.

Coordination : Monique Klipfel, Claude Mitschi, Philippe Schuhler et Gérard Zippert.

Rédaction : Sabine Bierry, CIDH de Sélestat, Club Histoire du collège de Saint Amarin, Daniel Cordier, Sandrine Hamm, Arlette Hasselbach, Marie-José Masconi, Jean-Marie Montavon, Frédérique Neau-Dufour, Guillaume Pellenard, Jean-Michel Roth, Sébastien Soster et Gérard Zippert.

Réalisation : Candida.

Impression : Gyss / Photos : D.R.
Dépôt légal : avril 2021
N° ISSN 2678-0119

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM
Président Marcel Spisser
Trésorier Philippe Schuhler
amam.schirmeck@laposte.net

L'AMAM est soutenue par :















et les 260 communes adhérentes

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhérez à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à : Marcel Spisser / 46, rue de Ribeauvillé / 67100 Strasbourg / spissercatherine@aol.com

NOM	PR	ÉNOM		
ASSOCIATION	ou COMMUNE			
ADRESSE				
TÉL	EMAIL			
Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €				
à	le	signature		
Cotisations:	25€ pour les personnes physique 20€ pour les établissements scola			

30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants 60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1 000 habitants 100€ pour les communes et les communautés de communes de 1 001 à 5 000 habitants 200€ pour les communes et les communautés de communes de 5 001 à 10 000 habitants 300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10 000 habitants